

UKUMBI AFRIKA

UNE PUBLICATION DE LA TABLE RONDE DES HOMMES D'AFFAIRES D'AFRIQUE

\$4.99

MAI/JUIN 2026
• ÉDITION INAUGURALE

L'IMPÉRATIF DE LA RENAISSANCE

LA VISION AUDACIEUSE DE
SAMUEL DOSSOU-AWORET

CAPITAL AFRICAIN
PÉTROLE, GAZ, ÉNERGIES
RENOUVELABLES ET RÉALITÉ

L'AFRIQUE EN PLEIN ESSOR

STRATÉGIES ET POLITIQUES

PEUPLES, MÉDIAS ET
SOFT POWER

VILLES, INDUSTRIE ET
AVENIR DU TRAVAIL

ISSN 3117-8650

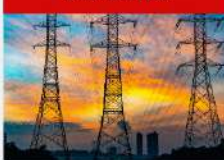


5 8745 07485 10023

A tradition of Excellence in Investment Banking Solutions

Africa is Our Market

Our practice is deeply rooted in our passion to leverage our expertise and global networks to deliver tailor-made investment banking solutions to Africa's unique financing requirements.

 USD 250 million Debt Refinancing Facility Transaction Adviser & Mandated Lead Arranger 2025	 GHS 300 million Revolving Short-term Loan Transaction Adviser & Mandated Lead Arranger 2024	 USD 60 million Long-term Capital Expenditure Facility Transaction Adviser & Mandated Lead Arranger 2022	 USD 120 million Debt Refinancing Facility Transaction Adviser & Mandated Lead Arranger 2021
 USD 124 million Debt Refinancing Facility Transaction Adviser & Mandated Lead Arranger 2020	 USD 205 million Capital Expenditure Facility Transaction Adviser & Mandated Lead Arranger 2017	 USD 205 million Debt Refinancing Facility Transaction Adviser & Mandated Lead Arranger 2016	 USD 225 million Structured Finance Facility Transaction Adviser & Mandated Lead Arranger 2014/15

- Corporate Finance
- Project Finance
- Structured Finance

- Mergers & Acquisitions
- PPP Solutions
- Capital Raising

- Financial Advisory

UKUMBI AFRIKA

MAGAZINE

INFORMATIONS ÉDITORIALES ET PUBLICATION

ÉDITION INAUGURALE 2026

VOLUME 1

NUMÉRO 1

ISSN 3117-8650

DIRECTION EXÉCUTIVE

Président, Comité mixte de pilotage:
Samuel Ayodele

Rédacteur en chef:
Sunny Ugoh

Rédactrice en chef adjointe:
Monika Winiarska

Directeur de la création:
Nnameka Uche Abba

Directeur général par intérim:
Victor O. Ugwu

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Sunny Ugoh

Monika Winiarska

Emmanuel K. Dossou

Yolande Mboumba

Peter Mutakwe Katapwe

CONSEIL CONSULTATIF

M. N. Justin Chinyanta

Mme Jeanne Ngoleine Ossouka

S.E. Dr Amany Asfour

Dr Muda Yusuf

M. Harry van Bommel

Pr Colin Coulson-Thomas

CONTRIBUTEURS

Kwame Ndlovu

Zainab Bello

Tendai Moyo

Chinonso “Chi” Okeke

Ayo Martins

Fatima El-Tayeb

Sibusiso Dlamini

Ama Serwaa Mensah

Yusuf Diallo

Lerato Khumalo

UN ESPACE. UNE PERSPECTIVE. UN CONTINENT.

Ukumbi Afrika Magazine est une publication panafricaine consacrée aux idées, à l'entreprise, aux politiques publiques, à la culture, à la créativité et à la place évolutive de l'Afrique dans la conversation mondiale.

À travers le journalisme d'investigation, les commentaires, les essais et les analyses stratégiques, Nous portons haut et fort les voix africaines qui façonnent l'avenir du continent dans les domaines des affaires, de la gouvernance, de la technologie, de la société et de l'économie créative.

ÉDITEUR

Ukumbi Afrika Magazine est publié par Ukumbi Afrika Publications, membre de Messe Rand Consulting Group BV.

COORDONNÉES

Toute correspondance doit être adressée à **Ukumbi Afrika Publications**

📍 Messe Rand Consulting Group BV, Westplein 12-14, 3016BM Rotterdam, The Netherlands.

✉ editorial@ukumbiafrika.org

☎ +31 10 307 0160

UKUMBI AFRIKA

MAGAZINE

MAI/JUIN 2026

ÉDITION INAUGURALE

TABLE DES MATIÈRES

6

ÉDITORIAL

Une nouvelle plateforme. Un avenir partagé

24

PERSPECTIVES ET POLITIQUES

Appréhender l'environnement réglementaire

50

ÉNERGIE

Stimuler la croissance

8

EN UN CLIN D'OEIL

Un aperçu rapide des histoires clés

27

ÉTUDES DE CAS

Des réussites venues de tout le continent

60

CAPITAL

Investir dans l'innovation. Financer l'avenir

10

LEADERSHIP

Ceux qui façonnent l'Afrique

30

COMMERCE

Le moteur de la prospérité africaine

66

AVENIR DU TRAVAIL

À l'ère du numérique

18

GRAND ENTRETIEN

Conduire la nouvelle étape de l'Afrique

32

ANALYSE SECTORIELLE APPROFONDIE

Analyse approfondie d'un secteur à forte croissance

72

DERNIÈRE PAGE

Réflexions finales et prochaines étapes

46

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Le Fondement de nos communautés

MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF

Porter haut et fort le discours de l'Afrique: entreprises, politiques publiques et populations. L'Afrique n'est pas un continent qui attend d'être défini; c'est un continent qui est en train de se définir activement.

À travers ses villes, ses industries et ses institutions, une nouvelle histoire est en train de s'écrire. C'est une histoire d'ambition façonnée par la résilience, d'innovation ancrée dans les réalités locales et de leadership guidé par une vision claire. Pourtant, malgré l'ampleur et l'importance de cette transformation, les histoires sur l'Afrique demeurent trop souvent fragmentées, sous-représentées ou racontées à travers le prisme extérieur.

Ukumbi Afrika est né de la volonté de changer la donne.

En tant que plateforme, Ukumbi Afrika existe pour rassembler les idées, faire entendre les voix et documenter les intersections évolutives entre les affaires, les politiques publiques et les populations à travers le continent. Le nom « Ukumbi » — qui signifie lieu de rassemblement — reflète notre engagement à créer un espace où les conversations les plus importantes de l'Afrique peuvent être abordées en profondeur, avec clarté et intégrité.

Dans cette édition inaugurale, nous explorons des thèmes qui sont au cœur de la transformation africaine: la promesse de l'intégration continen-

tale à travers la ZLECAF, l'importance stratégique de l'avenir énergétique de l'Afrique, le rôle des villes et des industries pour façonner l'avenir du travail, ainsi que l'influence croissante des capitaux de la diaspora dans la redéfinition des opportunités économiques.

Nous célébrons également le leadership — les individus et les institutions dont la vision et l'engagement continuent de façonner la trajectoire de l'Afrique. Des entrepreneurs pionniers aux héritages durables, ces histoires nous rappellent que le progrès n'est pas abstrait ; il est porté par des femmes et des hommes.

Alors qu'Ukumbi Afrika entame son parcours en tant que publication bimestrielle, avec l'ambition de pro-

poser à l'avenir des éditions encore plus riches et approfondies, notre objectif est clair : rendre témoignage de manière crédible, pertinente et durable d'une Afrique en pleine mutation.

Nous vous invitons à participer à cet espace commun, à réfléchir avec nous et à y contribuer. Car l'Afrique n'est pas seulement en train d'écrire son histoire: elle se l'approprie.



Sunny Ugoh
Rédacteur en chef





LE MANIFESTE DE LA RENAISSANCE AFRICAIN

DE LA RÉDACTION

Nous vivons un moment décisif pour l'Afrique. Non pas parce que les défis ont disparu, mais parce que la manière d'y faire face est en train de changer — la réponse devient plus coordonnée, plus stratégique et davantage portée par les Africains eux-mêmes. À travers le continent, une prise de conscience grandissante s'impose: l'avenir de l'Afrique ne sera pas façonné par des prescriptions extérieures, mais par l'harmonisation interne, la solidité institutionnelle et un leadership inspiré par une vision claire.

La Renaissance africaine n'est plus un idéal lointain. Elle est une réalité en construction. Elle se manifeste dans la volonté d'intégration continentale à travers des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Elle est visible dans le repositionnement de l'Afrique au sein des débats mondiaux sur l'énergie. Elle se reflète dans la transformation rapide des villes en pôles d'innovation, de production et de créativité. Elle est également renforcée par une diaspora de plus en plus engagée dans la vie économique et intellectuelle du continent.

Mais la renaissance n'est pas seulement une addition d'indicateurs positifs. C'est un engagement.

Un engagement en faveur de la cohérence plutôt que de la fragmentation. Un engagement en faveur de la création de valeur plutôt que de l'extraction. Un engagement en faveur d'une vision sur le long terme plutôt que du gain immédiat. Et un engagement en faveur de solutions africaines dirigées par des Africains et ancrées dans les réalités africaines.

Ce manifeste est donc à la fois une réflexion et un appel à l'action.

Il appelle les décideurs politiques à approfondir l'intégration et à renforcer les institutions.

Il appelle les dirigeants d'entreprise à investir avec responsabilité et à croître avec stratégie. Il appelle la diaspora africaine à s'engager non seulement comme participante, mais comme partenaire.

Et il appelle les médias à aller au-delà du simple compte rendu des événements pour contribuer à façonner la compréhension.

Au fond, la Renaissance africaine exige un changement d'état d'esprit : passer de la limitation à la possibilité, de la dépendance à l'autonomie, de la consommation des récits à leur appropriation.

Ukumbi Afrika s'inscrit pleinement dans cette mouvance.

En tant que plateforme, nous nous engageons à documenter, analyser et amplifier les idées, les politiques et les acteurs qui font avancer l'Afrique. Non pas comme de simples observateurs, mais comme des contributeurs à une conversation continentale plus vaste.

Le travail qui nous attend est complexe. Les enjeux sont énormes. Mais la trajectoire est claire

L'Afrique n'est pas en train d'émerger. L'Afrique est en train de se repositionner.



L'AFRIQUE EN UN CLIN D'ŒIL 2026

UN CONTINENT EN MUTATION

L'Afrique se trouve aujourd'hui à un carrefour décisif entre opportunités et transformation.

Avec une population dépassant 1,4 milliard d'habitants et un âge moyen inférieur à 20 ans, le continent représente l'une des frontières démographiques et économiques les plus dynamiques du monde. Mais au-delà des statistiques se cache une histoire plus profonde: celle de mutations structurelles, d'écosystèmes émergents et d'une reconfiguration du rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale.

Intégration économique

La Zone de libre-échange continentale africaine continue de remodeler les dynamiques du commerce intra-africain, créant de nouvelles possibilités d'accès aux marchés, d'expansion industrielle et de chaînes de valeur régionales. Bien que sa mise en œuvre demeure inégale, la dynamique s'oriente progressivement vers une économie continentale davantage connectée.

Stratégie énergétique et ressources

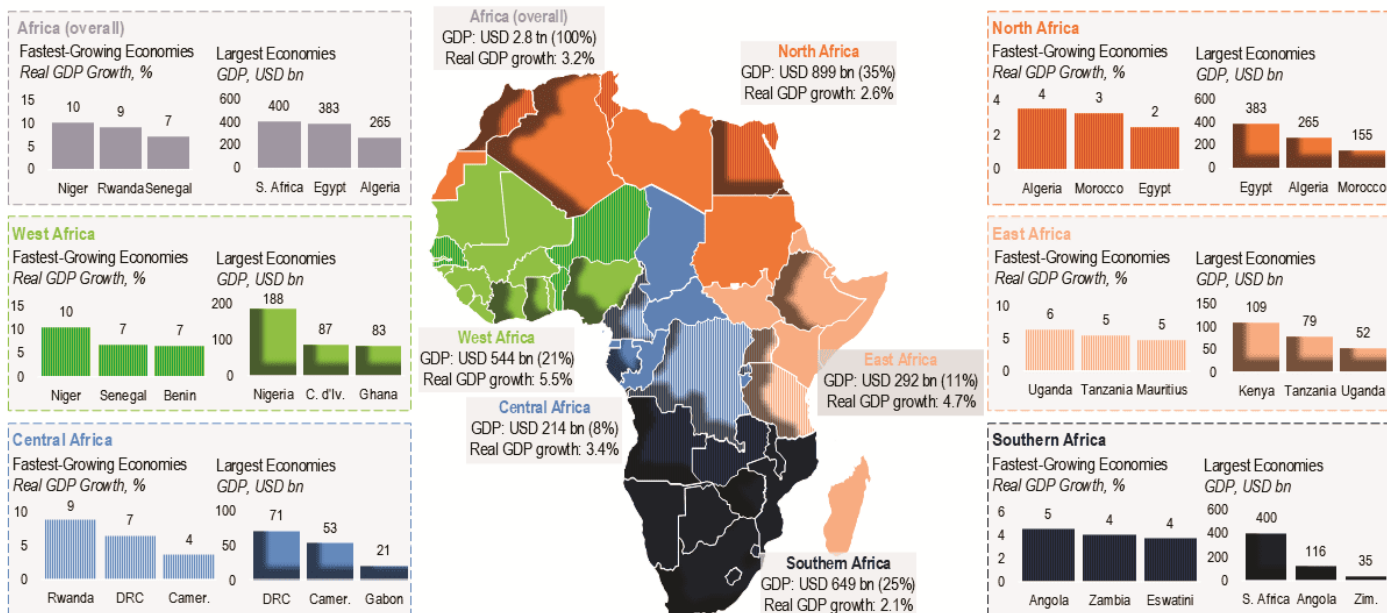
À l'ère de la transition énergétique

mondiale, l'Afrique se trouve au centre d'un exercice d'équilibre complexe. Riche à la fois en combustibles fossiles et en ressources renouvelables, le continent se positionne de plus en plus comme un acteur majeur de la sécurité énergétique mondiale, tout en répondant aux exigences de durabilité et de développement équitable.

Urbanisation et avenir du travail

Les villes africaines se développent à un rythme sans précédent, devenant de véritables moteurs d'activité économique et d'innovation. Cette

Africa Regional GDP Map: Largest and Fastest-Growing Economies (2024)



Source: IMF World Economic Outlook April 2025, ANDAMAN PARTNERS Analysis. Note: Camer. – Cameroon, C. d'Iv. – Côte d'Ivoire, Zim. – Zimbabwe.

croissance urbaine redéfinit les marchés du travail, accélère l'adoption du numérique et crée de nouvelles opportunités — ainsi que de nouveaux défis — pour un développement inclusif.

Capital de la diaspora et influence

Au-delà des transferts de fonds, la diaspora africaine s'impose comme un atout stratégique, apportant investissements, expertise et réseaux internationaux qui contribuent à transformer des secteurs allant de la finance à la technologie en passant par les infrastructures.

Leadership et évolution institutionnelle

À travers le continent, un nouvel accent est mis sur la gouvernance, les réformes institutionnelles et l'alignement stratégique des politiques publiques. Bien que des disparités subsistent, la prise de conscience grandit : une croissance durable repose sur des systèmes solides et responsables.

La trajectoire de l'Afrique n'est ni linéaire ni uniforme. Elle est façonnée par la diversité des contextes nationaux, l'évolution des dynamiques mondiales et l'interaction permanente entre opportunités et contraintes.

Pourtant, une chose est claire :

“L'Afrique n'est plus en marge des discussions mondiales. Elle est de plus en plus au centre de celles-ci.”

L'Afrique n'est plus en marge des discussions mondiales. Elle en devient progressivement un des centres.

Et à mesure que ces dynamiques se déploient, des plateformes comme Ukumbi Afrika joueront un rôle essentiel dans la documentation, l'interprétation et l'amplification de l'évolution du continent.



BUILDING FUTURES. POWERING GROWTH.

AMIRA Homes and Investment Limited is a diversified Nigerian enterprise delivering excellence across seven strategic sectors of the economy. AMIRA is rooted in integrity and driven by ambition. We connect infrastructure, energy, commerce, and agriculture, delivering projects with institutional discipline and lasting value across generations.

*Connecting
Possibilities*



Our Core Sectors

Real Estate

- Residential and Commercial Property Development

Downstream Oil & Gas

- Petroleum Distribution & Supply Chain Management

Import & Export

- Global Trade Facilitation & Market Linkage

Transportation

- Logistics, Haulage & Supply Chain Movement

General Contracting

- Civil Works, Construction & Project Execution

Agriculture

- Agribusiness Investment & Food Security

Business Facilitation & Brokerage

Connecting Investors, Partners & Stakeholders to Value-Creating Opportunities Across Sectors

Key Partnerships

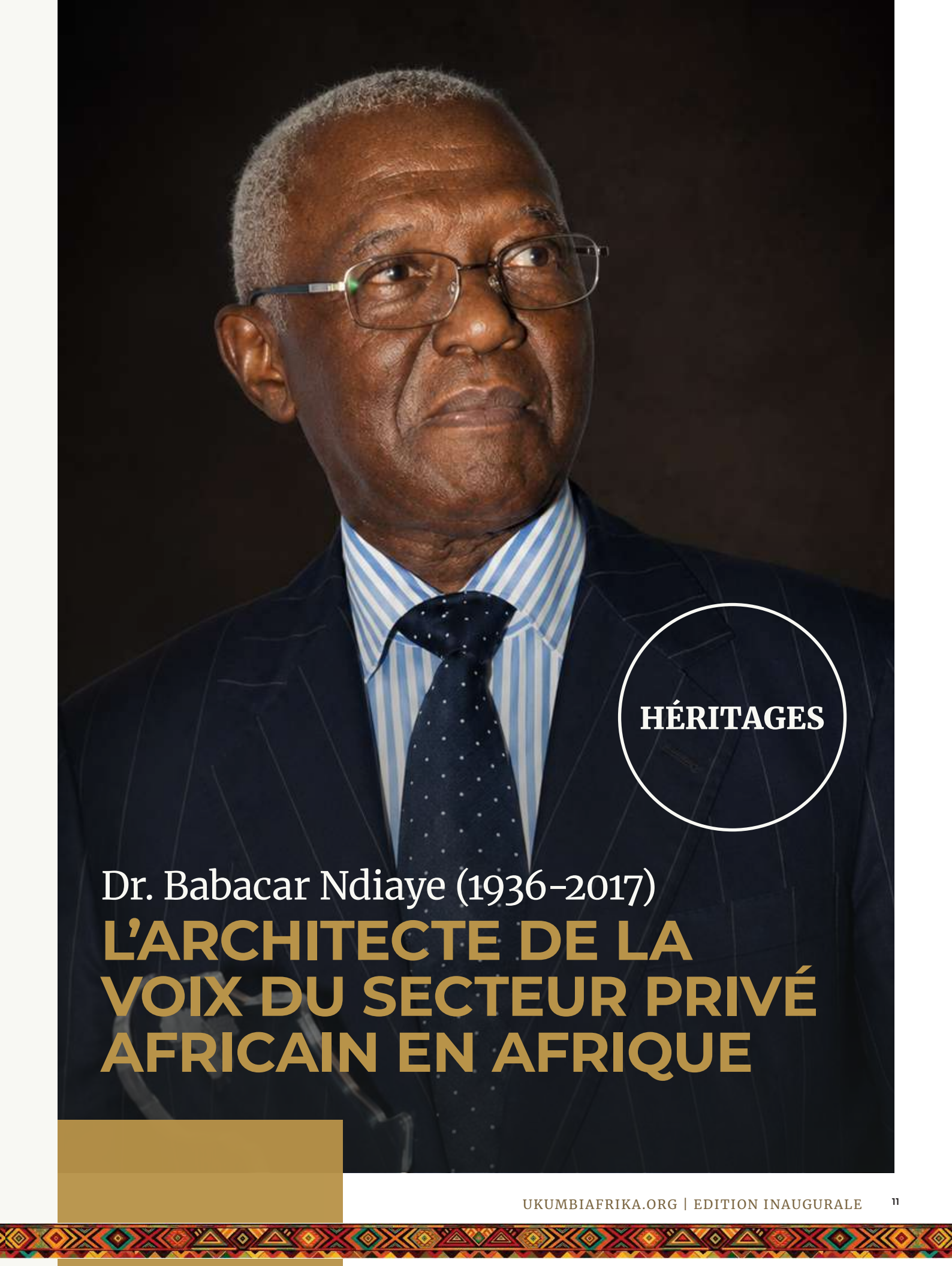
- Contractor for British American Tobacco (BAT): We provide exceptional contracting services to a prominent global corporation operating in Nigeria.
- Key Government Contractor: We are a trusted partner for government agencies, delivering critical infrastructure and essential services throughout Nigeria.

Our commitment

We are Nigerian in identity, continental in ambition, and global in standard. Every project we execute, every deal we facilitate, and every investment we make is guided by one commitment: to convert Nigeria's immense potential into measurable, lasting prosperity for our clients, our communities, and our nation.



Building Futures. Powering Growth. Connecting Possibilities. **Amira Homes and Investment Limited RC - 6938408**

A portrait of Dr. Babacar Ndiaye, an elderly man with short grey hair and glasses, wearing a dark blue pinstripe suit, a light blue and white striped shirt, and a dark blue tie with white polka dots. He is looking slightly to the right with a serious expression. The background is dark and out of focus.

HÉRITAGES

Dr. Babacar Ndiaye (1936–2017)

**L'ARCHITECTE DE LA
VOIX DU SECTEUR PRIVÉ
AFRICAIN EN AFRIQUE**

Il croyait que l'avenir de l'Afrique ne se construirait pas uniquement par les gouvernements. Par sa vision et sa conviction, le Dr Babacar Ndiaye a contribué à sensibiliser le secteur privé africain en tant que force de développement, de démocratie et de rayonnement international.

Une vision avant gardiste

En 1988, à un moment charnière de l'histoire économique africaine, le Dr Babacar Ndiaye comprit ce que beaucoup n'avaient pas encore pleinement saisi : l'avenir du continent dépendrait non seulement des institutions publiques, mais aussi de la force et de l'engagement de son secteur privé.

En tant que Président de la Banque Africaine de Développement (BAD),

“L'Afrique ne doit pas rester en marge — elle doit s'engager, rivaliser et collaborer sur un pied d'égalité.”

il identifia un manque crucial : l'absence d'une voix unifiée et influente du monde des affaires africain dans l'élaboration des politiques de développement. Plutôt que d'attendre le changement, il le mit en mouvement.

Construire une plateforme d'influence

Il réunit vingt-cinq des plus grands chefs d'entreprise et penseurs africains au sein d'un Conseil Consultatif qui allait redéfinir la relation entre l'entreprise et la gouvernance sur le continent.

De cette initiative naquit une institution durable : la Table ronde des hommes d'affaires d'Afrique (African Business Roundtable – ABR).

En tant que Président Fondateur, le Dr Ndiaye guida l'ABR durant ses années formatrices avec un objectif clair et une vision stratégique affirmée.

Sous sa direction, l'organisation devint bien plus qu'un forum : elle évolua en une véritable plateforme d'influence à une époque où de nombreux pays africains traversaient les transitions complexes de la libéralisation économique et de la gouvernance démocratique.

L'ABR contribua à créer les conditions d'un dialogue constructif entre les gouvernements et la communauté des affaires, positionnant l'entreprise privée comme un partenaire légitime et indispensable au développement national.

Elle mobilisa les entreprises africaines en une force collective capable de promouvoir l'ouverture des marchés, les réformes institutionnelles et une croissance durable.

Il ne s'agissait pas uniquement d'économie. Il s'agissait de façonner un nouveau concept du développement, dans lequel les Africains eux-mêmes définiraient la voie à suivre.

Connecter l'Afrique au monde

La vision du Dr Ndiaye dépassait largement les frontières du continent. Il comprenait que la croissance de l'Afrique serait renforcée par des partenariats stratégiques mondiaux.

À travers l'ABR, il favorisa les liens entre les entreprises africaines et leurs homologues à l'international,

“Le Sénégal est mon village ; l'Afrique est mon pays.”

ouvrant ainsi de nouvelles perspectives d'investissement, de collaboration et d'échange de connaissances.

Ce faisant, il positionna l'entreprise africaine au cœur d'une conversation mondiale plus large, veillant à ce qu'elle ne soit pas en marge mais pleinement engagée.

Un héritage institutionnel durable

Au-delà de l'ABR, les contributions du Dr Babacar Ndiaye à l'architecture du développement africain demeurent profondes.





“Son leadership a contribué à poser les fondations d’une Afrique capable de rivaliser, de négocier et de collaborer sur un pied d’égalité.”

On lui attribue notamment la création de la première unité de développement du secteur privé au sein de la Banque africaine de développement — une initiative qui reflétait sa conviction que l’entreprise est un moteur essentiel de croissance.

Il joua également un rôle déterminant dans la création d’institutions panafricaines majeures telles que Shelter Afrique et la Banque Africaine d’Import-Export (Afreximbank).

Ces institutions continuent aujourd’hui de façonner les secteurs du logement, du commerce et des écosystèmes financiers à travers le continent, témoignant de sa clairvoyance et de son engagement.

Une vie consacrée à l’Afrique

Le panafricanisme du Dr Ndiaye n’était pas théorique ; il était profondément personnel.

Il parcourut inlassablement le continent, promouvant le développement, construisant des alliances et plaidant en faveur d’une vision économique africaine unifiée.

Sa philosophie se résumait en une déclaration simple mais profonde : Même après son décès, le 13 juillet 2017 dans son Sénégal natal, cette vision continue de vivre.

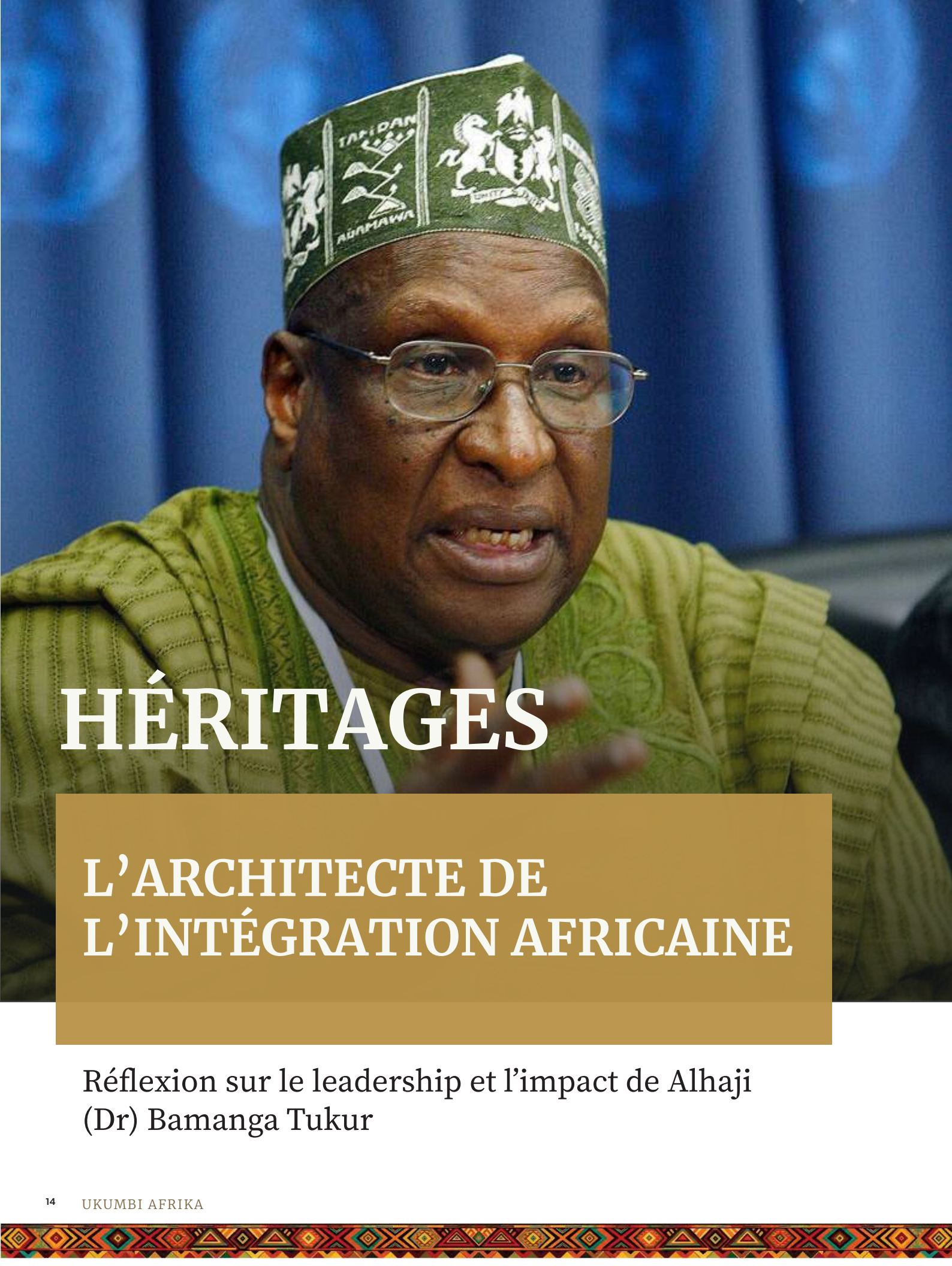
Un héritage qui perdure

La Table ronde des hommes d’af-

fares d’Afrique continue d’incarner les principes qu’il défendait : partenariat, inclusion et progrès portés par les Africains eux-mêmes.

La vie du Dr Babacar Ndiaye nous rappelle que les institutions sont importantes, mais que les idées qui les façonnent le sont davantage encore.

La sienne était une idée dont l’heure était venue — et dont la pertinence continue de définir la voie de développement de l’Afrique.

A portrait of Alhaji (Dr) Bamanga Tukur, a prominent Nigerian politician and diplomat. He is wearing a green traditional Nigerian cap (fila) with white embroidery, including the word 'TAJIDAN' and 'ADAMAWA'. He is also wearing glasses and a green patterned jacket. The background is a blurred blue curtain.

HÉRITAGES

L'ARCHITECTE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE

Réflexion sur le leadership et l'impact de Alhaji
(Dr) Bamanga Tukur

Le leadership se définit rarement par les titres que l'on porte, mais plutôt par l'ampleur de l'empreinte que l'on laisse dans l'histoire.

Dans l'histoire du Nigeria moderne et du continent africain dans son ensemble, peu de personnalités ont laissé une empreinte aussi constructive et durable que Alhaji (Dr) Bamanga Tukur.

Son oeuvre est une véritable leçon de vie sur la transition entre l'excellence technocratique et la vision d'homme d'État.

Réfléchir à l'héritage de Tukur ne consiste pas simplement à retracer une carrière politique ; c'est observer l'évolution d'une philosophie économique panafricaine qui demeure essentielle aujourd'hui.

Les années NPA : Au-delà du littoral

Le mandat de Tukur à l'Autorité Portuaire Nigériane (NPA) dans les années 1970 fut déterminant.

À une époque où les infrastructures nationales étaient mises à rude épreuve par le boom pétrolier, il ne considérait pas les ports comme de simples lieux d'accostage pour les navires, mais comme les principales artères du cœur économique d'une nation.

Son leadership transforma la NPA en un modèle d'efficacité maritime.

Il comprit très tôt que pour que le Nigeria puisse diriger, il devait être en mouvement.

Sous sa direction, l'expansion des infrastructures portuaires n'était pas seulement un projet national ; elle

constituait une nécessité régionale.

Cette période marqua le début de son engagement indéfectible en faveur du commerce comme outil le plus puissant de diplomatie et de développement.

Un homme d'État panafricain : La vision du NEPAD

Au-delà des frontières du Nigeria, Bamanga Tukur s'imposa comme l'une des voix les plus influentes de l'autonomie africaine.

En tant que père fondateur du Business Council for Africa et figure clé du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), il défendit l'idée selon laquelle les défis de l'Afrique nécessitaient des solutions africaines.

C'est un homme d'affaires qui comprenait la politique, et un homme politique qui comprenait l'économie — une combinaison rare qui lui permit de combler le fossé entre le secteur privé et les sphères du pouvoir.

Son plaidoyer n'a jamais été isolationniste.

Au contraire, il cherchait à positionner l'Afrique comme un partenaire crédible et influent dans le commerce mondial.

Il prêchait les vertus de l'intégration économique bien avant qu'elle ne devienne un thème central du discours de l'Union africaine.

Pour Tukur, les frontières artificielles tracées en 1884 ne pouvaient rivaliser avec les flux naturels du commerce et les liens culturels communs.

Son travail contribua à poser les bases



intellectuelles et structurelles de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) que nous voyons aujourd'hui prendre forme.

Le philanthrope et citoyen du monde

Au-delà des hautes fonctions qu'il occupa, l'impact de Tukur se manifeste dans son engagement envers le capital humain.

Il a toujours soutenu que la plus grande richesse du continent ne résidait ni dans le pétrole enfoui sous terre ni dans l'or extrait des mines, mais plutôt dans l'ingéniosité de ses peuples.

À travers ses diverses entreprises

d'abord posséder la compétence technique (Aptitude) nécessaire pour résoudre les problèmes. Cependant, la compétence sans l'adhésion des populations (Acceptabilité) conduit inévitablement aux frictions.

Enfin, un dirigeant doit rester flexible (Adaptabilité) afin de naviguer dans les courants changeants des tendances mondiales et des besoins locaux.

Cette philosophie fut mise à l'épreuve lorsqu'il occupa les fonctions de Président National du Parti Démocratique Populaire (PDP).

Dans les eaux parfois tumultueuses de la politique partisane, il demeura

les gouvernements ; et surtout, des ponts entre les nations africaines.

Ses réalisations ne sont pas des monuments figés. Ce sont des systèmes vivants de commerce, de gouvernance et de pensée qui continuent d'influencer le continent.

Sa vie nous rappelle que la véritable grandeur se trouve dans le service d'une vision plus grande que soi.

Bamanga Tukur ne s'est pas contenté de traverser l'histoire; il a contribué à la façonner.

Pour le jeune créatif, entrepreneur ou dirigeant africain, son parcours démontre qu'avec une vision claire et un engagement en faveur de l'unité régionale, une seule personne peut véritablement changer la trajectoire d'un continent.

Bureau des Affaires Corporatives, ABR

“Le véritable leadership consiste à percevoir les fils invisibles qui relient un port local à un marché mondial, et une nation isolée à un continent uni.”

et initiatives philanthropiques, il a accompagné et inspiré plusieurs générations d'entrepreneurs.

Sa présidence de la Table ronde des hommes d'affaires d'Afrique (ABR) ne concernait pas uniquement les affaires ; elle visait aussi à restaurer la dignité et la perception du professionnel africain agissant comme un pair sur l'échiquier international.

La philosophie du leadership “Triple A”

L'aspect le plus durable de l'héritage de Bamanga Tukur est peut-être sa philosophie personnelle du leadership : « Aptitude, Acceptabilité et Adaptabilité ».

Pour lui, un dirigeant devait

une figure de sagesse et de retenue, agissant souvent comme « l'aîné dans la salle » dont la principale préoccupation était la stabilité du processus démocratique plutôt que les intérêts personnels ou factionnels.

Son style de leadership n'était jamais celui du rugissement bruyant, mais plutôt celui d'une main ferme tenant le gouvernail.

Conclusion : Un héritage de ponts

Lorsque nous réfléchissons aux réalisations d'Alhaji Bamanga Tukur, nous voyons un homme qui a consacré sa vie à construire des ponts.

Des ponts entre la NPA et les compagnies maritimes internationales; des ponts entre le secteur privé et





Transforming Africa's Trade

Afreximbank champions Africa's long-term growth and prosperity.

For 30 years, the Bank has been deploying innovative structures to deliver financing solutions that support the transformation of the structure of Africa's trade, accelerating industrialisation and intra-regional trade, thereby boosting economic expansion in Africa.

Subsidiaries:



Specialized Initiatives:



ATG Initiatives:



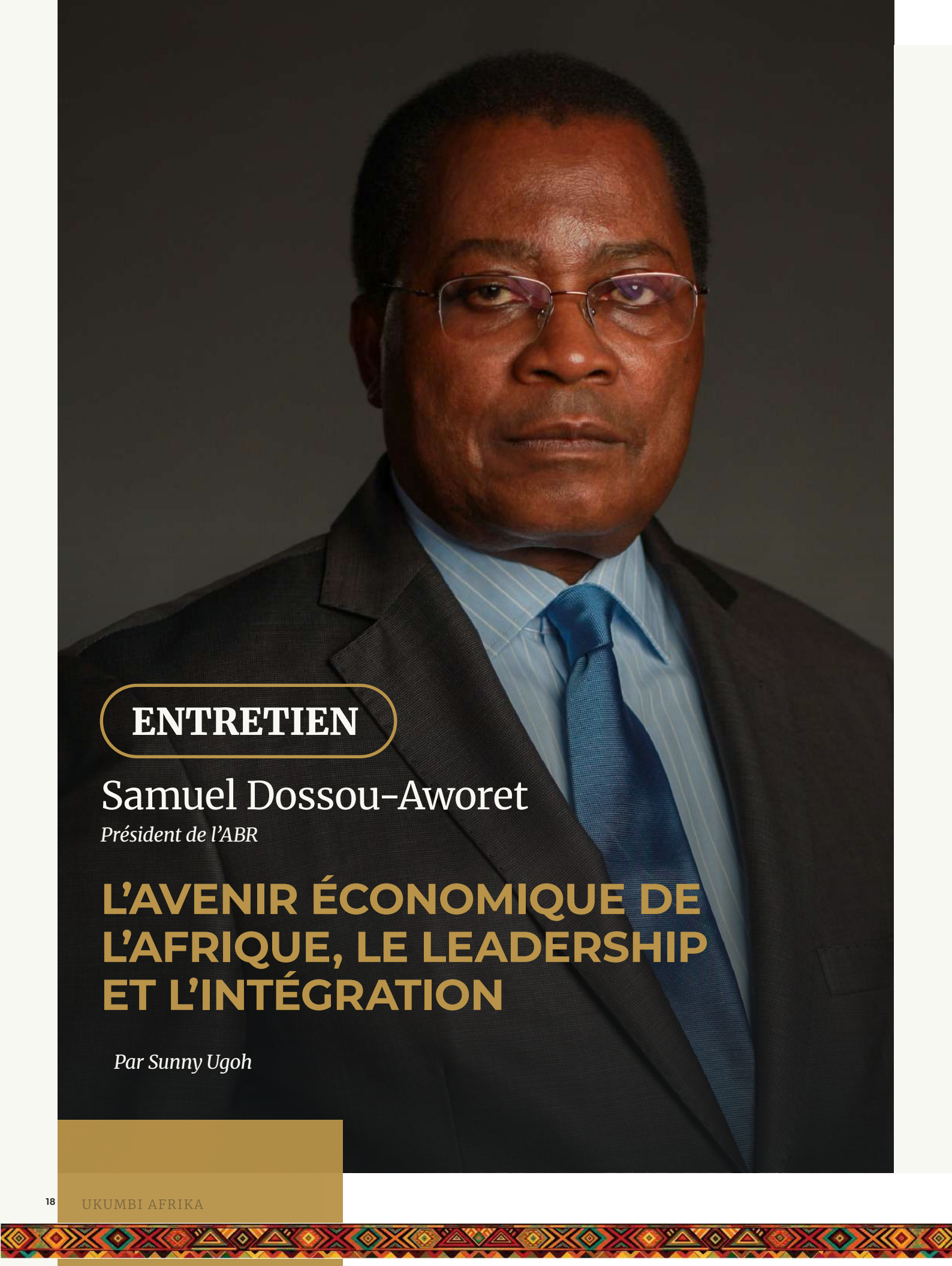
Discover more [@afreximbank.com](https://afreximbank.com)

Like, comment and share Afreximbank content



QR CODE



A portrait of Samuel Dossou-Aworet, a middle-aged Black man with short dark hair and glasses, wearing a dark suit, a light blue striped shirt, and a blue tie. He is looking directly at the camera with a serious expression. The background is a dark, neutral color.

ENTRETIEN

Samuel Dossou-Aworet

Président de l'ABR

L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE, LE LEADERSHIP ET L'INTÉGRATION

Par Sunny Ugoh

Samuel Dossou-Aworet : Vision, Énergie et Infrastructures pour construire l'Afrique

Peu de dirigeants d'entreprise africains ont su allier avec autant de constance ambition entrepreneuriale, conviction panafricaine et vision stratégique à long terme que M. Samuel Dossou-Aworet.

Très connu comme un des hommes d'affaires les plus influents du secteur énergétique africain, cet ingénieur du pétrole d'origine béninoise met depuis plus de quatre décennies son expertise au service du développement de projets majeurs dans les secteurs du pétrole, du gaz, des infrastructures, de la logistique et des médias à travers le continent.

Fondateur et Président du Groupe Petrolin, un conglomerat panafricain spécialisé dans l'énergie et les infrastructures créé en 1992, M. Samuel Dossou-Aworet s'est forgé une solide réputation dans la création de partenariats transformateurs entre entreprises africaines et industriels mondiaux de premier plan.

Sous sa direction, le Groupe Petrolin est devenu un acteur africain majeur avec des intérêts stratégiques dans le négoce pétrolier, l'exploration, les infrastructures, la logistique, les médias et le développement régional. Son empreinte entrepreneuriale est à la fois hors norme et significative.

À travers le Groupe Petrolin et ses filiales, il a joué un rôle déterminant dans la création et le développement de plusieurs entreprises et initiatives de renommée internationale, notam-

ment la société Energy Africa qui, par la suite, a été rachetée par Tullow Oil, MTN Group premier opérateur de télécommunications en Afrique, Vivo Energy, Aradel Holdings, ND Western Limited, Seplat Energy et Renaissance Africa Energy.

Ses collaborations stratégiques avec des géants mondiaux de l'industrie à l'instar de Shell, Engen, Hess, Perenco, TotalEnergies et Agip l'ont également positionné comme une figure incontournable de la transformation énergétique de l'Afrique.

Outre le pétrole et le gaz, M. Dossou-Aworet porte l'une des visions infrastructurelles les plus ambitieuses d'Afrique de l'Ouest avec le Projet Epine Dorsale ou Backbone Project dont il est le concepteur et le promoteur par le truchement du Groupe Petrolin. Il s'agit d'un projet régional d'infrastructures intégrées comprenant des lignes ferroviaires, des ports secs, un port en eau profonde, des infrastructures routières et un projet d'aéroport international reliant le Bénin, le Niger, le Nigeria et l'ensemble de la région sahélienne ainsi que d'autres aéroports internationaux dans le monde.

Cette initiative reflète son engagement de longue date en faveur de l'intégration économique africaine et du commerce intra-africain, dans la droite ligne des objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Toutefois, l'héritage de M. Samuel Dossou-Aworet s'étend au-delà de sa réussite dans le monde des affaires. À travers la Fondation Espace Afrique (FEA), il œuvre inlassablement en faveur de l'éducation, du développement social, du dialogue interreligieux, de l'entrepreneuriat et de la préservation culturelle en Afrique. Ses investissements dans le secteur des médias, au nombre desquels figurent Eden TV et Diaspora FM, sont la preuve de sa ferme conviction que l'information, la culture et la communication sont des instruments indispensables pour le développement et l'unité de l'Afrique.

Connu pour sa philosophie directrice fondée sur le triptyque "Solidarité - Discipline - Amour (SDA)", M. Samuel Dossou-Aworet incarne une génération d'industriels africains engagés non seulement dans la création de richesse, mais également dans la construction d'institutions durables, la valorisation des talents locaux et la redéfinition de la place de l'Afrique dans l'économie mondiale.

Dans cet entretien exclusif accordé à Ukumbi Afrika Magazine, il revient sur le leadership, l'avenir du continent, les partenariats stratégiques, le développement des infrastructures et la vision durable qui continue de guider son parcours hors du commun.

Samuel Dossou-Aworet sur l'avenir économique de l'Afrique, le leadership et l'intégration

Dans le paysage économique actuel en pleine mutation, qu'est-ce qui distingue la Table ronde des hommes d'affaires d'Afrique et pourquoi son rôle est-il encore plus important aujourd'hui ?

Fidèles à nos valeurs de solidarité, exprimées dans le triptyque "Solidarité - Discipline - Amour", nous pensons que d'autres organisations peuvent, à leur manière, poursuivre des objectifs semblables aux nôtres. Ce qui fait notre particularité ce n'est pas la concurrence, mais la collaboration.

Nous sommes attachés à ce que nous appelons la solidarité positive. Nous travaillons aux côtés des institutions, des gouvernements et des acteurs privés afin de créer des synergies plutôt que des barrières. À une époque où l'Afrique navigue entre intégration économique, mutations géopolitiques et transformations internes, cette approche collaborative est aujourd'hui plus impérieuse que jamais.

L'avenir du continent ne se construira pas par des acteurs isolés, mais plutôt par la conjugaison des efforts de tous autour d'une vision commune du développement durable.

Après avoir évolué dans les plus hautes sphères du monde des affaires en Afrique, comment les dirigeants économiques africains devraient-ils

redéfinir leur rôle dans la construction de l'avenir du continent ?

À mon avis, il est essentiel qu'un dirigeant africain comprenne d'abord les besoins les plus urgents de la communauté qu'il sert, dans un environnement en constante mutation.

Il n'existe pas de modèle unique de leadership. Je défends une forme de leadership qui va au-delà du profit. L'entrepreneuriat doit être un vecteur de transformation durable.

Une approche holistique encourage les dirigeants à investir dans des projets qui génèrent non seulement des retombées économiques, mais aussi un impact humain et social non négligeable.

Aujourd'hui, cette vision s'impose comme une évidence. La jeunesse africaine, l'urbanisation et la transformation numérique exigent des leaders ayant une vision de «bâtisseurs de cathédrales», des leaders qui évaluent la réussite en termes de création de la valeur sociétale à long terme.

À cet égard, le retour humanitaire et social sur investissement reste une priorité absolue au même titre que la performance financière.

La ZLECAF est souvent présentée comme le projet économique le plus ambitieux de l'Afrique. Du point de vue du secteur privé, à quoi ressem-

blerait concrètement sa véritable réussite?

La Table ronde des hommes d'affaires d'Afrique œuvre pour la promotion des affaires à travers tout le continent. Nous estimons qu'une ZLECAF réussie signifie également que les entrepreneurs africains s'approprient pleinement les principes et les objectifs qu'elle porte.

À cet égard, il est important de reconnaître que d'importantes ini-

"L'Afrique n'a jamais été un ensemble de frontières. Elle a toujours été un espace d'opportunités partagées."

tatives portées par le secteur privé sont déjà en cours sur le continent pour la promotion de l'investissement transfrontalier, le commerce et l'intégration économique. Ces initiatives démontrent que la dynamique du libre-échange africain est bel et bien enclenchée.

Le succès commence par l'atteinte des objectifs fondamentaux de la ZLECAF: la création d'un marché africain unique pour les biens et services, la suppression des barrières tarifaires et

non tarifaires, ainsi que la facilitation du commerce, notamment pour les PME.

Mais au-delà des cadres politiques, le succès doit être tangible. Cela signifie la libre circulation effective des biens, des services et des personnes à travers les frontières. Cela signifie la réduction des délais douaniers, l'amélioration de la logistique et la possibilité pour les entreprises africaines d'opérer sans obstacles sur différents marchés. Il convient également de donner un coup d'accélérateur aux progrès en matière de politique des visas.

Par-dessus tout, le succès doit se traduire par une véritable transformation : industrialisation, création de valeur locale et capacité accrue à transformer les ressources naturelles africaines sur le continent.

En définitive, la ZLECAF doit générer non seulement de la croissance économique, mais également un meilleur retour social sur investissement, avec des améliorations visibles de l'indice de développement humain dans les sociétés africaines.

Que doivent faire les gouvernements africains autrement pour s'assurer que la ZLECAF crée une véritable valeur ajoutée aux entreprises, notamment aux PME ?

Le succès de la ZLECAF dépend en grande partie du rôle des gouvernements.

Nous croyons profondément en la capacité de nos États à harmoniser les conditions d'un environnement propice à l'épanouissement de nos entreprises et de nos peuples. Cela implique la suppression des barrières commerciales, la simplification des cadres réglementaires et la mise en oeuvre de politiques communes qui

favorisent la libre circulation des biens, des services et des personnes.

L'accès est tout aussi important : il faut veiller à ce que les entreprises locales et les entrepreneurs bénéficient des opportunités créées par les mécanismes existants à l'échelle continentale et internationale.

Les partenariats stratégiques sont également essentiels. La collaboration avec des institutions telles que la Banque africaine de développement, l'Union africaine et son agence de développement AUDA-NEPAD, les institutions financières privées et des partenaires mondiaux comme le PNUD contribuera à renforcer les capacités de mise en oeuvre.

C'est par l'engagement collectif et la volonté partagée de nos dirigeants que la promesse de la ZLECAF deviendra une réalité palpable pour chaque Africain.

L'Afrique est-elle réellement à un tournant de la diversification économique ou sommes-nous encore en train d'en jeter les bases ?

L'Afrique a toujours possédé le potentiel nécessaire. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est reconnaître pleinement ses atouts et les exploiter stratégiquement.

Le continent détient plus de 30% des réserves mondiales de minerais stratégiques, ce qui représente environ

75% de la production mondiale de cobalt et 62% de celle de manganèse, tout en disposant d'importants gisements de lithium, de cuivre et d'éléments de terres rares.

Outre ses ressources, la force démographique de l'Afrique est tout aussi un atout majeur. Sa population représente à la fois un vaste marché et une main-d'œuvre importante.

Le monde en prend de plus en plus conscience. Pour exploiter pleinement ce potentiel, l'Afrique doit poursuivre ses efforts d'organisation afin de favoriser l'industrialisation, la création de valeur ajoutée et le renforcement du commerce intra-africain.

Plusieurs initiatives majeures ont déjà été mises en place sur le continent pour soutenir cette transformation structurelle, notamment la CEDEAO, la SADC, le COMESA, ainsi que d'autres initiatives sectorielles telles que l'Alliance des producteurs de cacao (COPAL), le corridor aérien de fret Nigeria-Afrique orientale et australe, et les Zones Économiques Spéciales.

La question est de savoir si l'Afrique saura s'organiser pour exploiter pleinement ce potentiel par l'industrialisation, la création de valeur ajoutée et un commerce intra-africain renforcé. Oui, c'est là où se trouve le point d'inflexion. La détermination et la solidarité s'imposent.

“Dieu a mis en chacun de nous un fragment de Sa perfection. Il est de notre devoir d'en faire usage pour accomplir notre mission”

“L’Afrique doit s’engager, rayonner et collaborer en partenaire souveraine et solidaire.”

Depuis des décennies, les économies africaines sont façonnées par des États et des acteurs de l’extérieur. Quel rôle structurel le capital privé africain organisé doit-il désormais jouer ?

Le capital privé organisé a un rôle essentiel à jouer dans la trajectoire de développement du continent.

Un point de vue commun des parties prenantes s’impose. Les gouvernements doivent agir en toute transparence en respectant les principes de bonne gouvernance, et les investisseurs, quant à eux, ont besoin de conditions équitables et prévisibles justifiant les risques qu’ils prennent.

Mais au-delà du rendement financier, nous sommes engagés à produire un impact humain et social, et nous souhaitons y parvenir avec nos partenaires.

En plus de répondre aux politiques publiques, le capital privé doit également contribuer à les façonner, en apportant une expertise pratique, de l’efficacité et de l’innovation dans les cadres de développement.

Vous avez développé des projets énergétiques en Afrique dans des conditions bien plus difficiles que celles d’aujourd’hui. Quelles réalités du développement énergétique ne sont toujours pas abordées avec suffisamment de franchise ?

En réalité, c’est une question de vision. Nous devons d’abord comprendre comment la valeur est créée et partagée entre les parties prenantes. Il faut veiller à équilibrer les retombées financières et sociales.

L’industrialisation de l’Afrique néces-

site de l’énergie, et les hydrocarbures demeurent essentiels à la croissance à court et moyen termes. Dans le même temps, l’on ne peut faire fi de la transition énergétique mondiale.

Le fait est que l’Afrique doit adopter une approche équilibrée. Le gaz constitue une énergie de transition plus propre. Les efforts visant à éliminer le torchage systématique du gaz, à réduire l’empreinte carbone et à développer les énergies renouvelables, notamment les mini-réseaux solaires destinés aux communautés rurales, sont déjà en cours et doivent être amplifiés.

Le défi n’est pas de choisir entre croissance et durabilité, mais de réaliser les deux simultanément.

Dans quelle mesure la sécurité énergétique est-elle essentielle à la compétitivité de l’Afrique dans le cadre de la ZLECAF, et quels sont les risques en cas d’échec ?

La sécurité énergétique est fondamentale. La ZLECAF repose sur l’augmentation de la production industrielle et du commerce intra-africain. Sans énergie fiable et abordable, cette vision peut difficilement se concrétiser.

Parvenir à la sécurité énergétique exige une coopération étroite entre les États, des infrastructures intégrées et des réseaux de distribution performants. Elle nécessite également des accords régionaux favorisant la libre circulation des ressources énergétiques.

Ne pas réaliser des progrès dans ce domaine, c’est fragiliser les fondements mêmes de l’intégration économique africaine.

Malgré les avancées politiques, le commerce intra-africain reste faible. Quelles sont les voies les plus prometteuses pour accélérer cette intégration ?

De nombreuses opportunités d’harmonisation existent encore pour fluidifier les échanges entre nos États. Parmi les leviers les plus prometteurs figurent l’harmonisation des cadres juridiques et commerciaux, le renforcement des politiques d’ouverture des marchés ainsi que la modernisation et la simplification des codes miniers et industriels.

La modernisation de nos processus administratifs représente un levier puissant pour accélérer notre intégration. Des administrations efficaces et numérisées constituent le socle d’un commerce fluide et d’une économie dynamique.

Le renforcement de nos infrastructures de transport et portuaires est une formidable invitation à bâtir ensemble les routes de la prospérité africaine. Chaque kilomètre de route, chaque quai de port construit est un pont jeté entre nos peuples.

La consolidation de la paix et de la solidarité entre nos nations demeure le socle sur lequel repose tout développement durable. C’est ensemble, dans la confiance et l’harmonie, que



nous bâtirons une Afrique prospère. Répondre à ces défis exige une action coordonnée. Des réformes politiques, des investissements dans les infrastructures et une coopération régionale s'imposent. Les projets structurants de connectivité sont essentiels pour tisser les liens qui uniront durablement nos territoires.

Le Projet Épine Dorsale de notre groupe, le Groupe Petrolin, est un écosystème logistique régional favorisant l'industrialisation et le commerce transfrontalier.

Le Projet Épine Dorsale ou Backbone Project est une initiative d'infrastructures intégrées de grande envergure en Afrique de l'Ouest, conçue pour relier plusieurs pays et ouvrir de nouvelles routes commerciales transfrontalières. Il s'agit d'un partenariat public-privé avec les Gouvernements du Bénin et du Niger comprenant quatre composantes : un chemin de fer, des ports secs dont celui de Parakou déjà réalisé, un aéroport international et un port en eau profonde.

Avec la République du Bénin comme

“Chaque projet est plus qu'un investissement. C'est une porte ouverte qui permet aux Africains d'exploiter, d'expérimenter et de valoriser leurs ressources naturelles et humaines, en harmonie avec leurs partenaires internationaux, afin de s'élever et de façonner ensemble une Afrique meilleure.”

base, le Projet dessert également le Niger, le Nigeria, le Burkina Faso, le Mali ainsi que plusieurs régions de l'hinterland. Ce projet permet d'acheminer efficacement les matières premières et les produits finis vers la côte, stimulant ainsi l'industrialisation et la diversification économique. Au-delà de son rôle de hub logistique pour les pays sans littoral, il contribue au développement socio-économique régional.

Dans un monde de plus en plus marqué par la fragmentation économique et les recompositions d'alliances, comment l'Afrique doit-elle se positionner ?

L'Afrique doit se positionner comme un acteur stratégique et fiable de l'économie mondiale. Cela commence par des partenariats solides permettant de tirer parti de l'intérêt des puissances mondiales pour le continent africain tout en renforçant son autonomie.

Cela implique également la construction d'alliances fondées sur la solidarité afin de négocier efficacement au sein des institutions internationales.

Dans le même temps, l'Afrique doit renforcer ses propres systèmes financiers et réduire sa dépendance aux importations en privilégiant l'industrialisation et la création de valeur locale. L'objectif n'est pas l'isolement, mais un positionnement stratégique selon les propres termes de l'Afrique.

Enfin, que souhaiteriez-vous que l'on retienne de votre contribution au développement de l'Afrique ?

Celle d'un homme de foi qui n'a jamais cessé de croire au potentiel de l'Afrique. Un homme qui a agi avec conviction en faveur d'un continent sans frontières, où Africains et partenaires internationaux travaillent main dans la main, construisent ensemble et réussissent ensemble.

APERÇUS & POLITIQUES

ZLECAF : Au-delà des signatures
L'avenir économique de l'Afrique,
le leadership et l'intégration

Par Ama Serwa Mensah



Le commerce en mouvement

Lorsque la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) est entrée dans sa phase officielle de mise en œuvre commerciale, de nombreux analystes l'ont considérée comme un autre traité continental ambitieux.

Ce qui semblait autrefois largement symbolique évolue désormais vers un moteur concret de l'intégration économique régionale, transformant la circulation des marchandises, le fonctionnement des industries et l'interconnexion des marchés africains. la ZLECAF n'est plus seulement un cadre diplomatique ; elle devient progressivement une réalité opérationnelle.

L'accord réunit 54 pays africains au sein d'un marché unique de plus de 1,3 milliard d'habitants, avec un PIB combiné dépassant 3 000 milliards de dollars. Sa mise en œuvre vise à supprimer les barrières tarifaires, simplifier les procédures douanières, numériser les systèmes commerciaux et éliminer les obstacles non tarifaires qui ont historiquement freiné le commerce transfrontalier. Les premiers rapports du Secrétariat de la ZLECAF indiquent des progrès constants dans les calendriers de libéralisation tarifaire, ainsi que le déploiement d'outils de suivi destinés à garantir la conformité et à réduire les goulots d'étranglement commerciaux.

Un des principaux leviers de cette intégration est le Système de Paiement et de Règlement Panafricain (PAPSS), qui réduit la dépendance aux devises étrangères pour le commerce intra-africain. En simplifiant les paiements transfrontaliers, le PAPSS s'attaque à l'un des obstacles les plus persistants au commerce régional, facilitant les transactions et réduisant

les coûts pour les entreprises à travers le continent.

Les recherches citées par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) estiment que la ZLECAF pourrait accroître le commerce intra-africain de plus de 50% une fois pleinement mise en œuvre, notamment dans les produits manufacturés. L'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) souligne que le rythme de cette transformation dépendra non seulement de l'harmonisation des politiques, mais également des systèmes de facilitation des échanges et de la connectivité des infrastructures.

L'efficacité portuaire, les corridors logistiques et les réseaux ferroviaires régionaux seront déterminants pour transformer les avancées politiques en résultats commerciaux concrets.

Des zones d'impact distinctes émergent déjà à travers le continent. En Afrique de l'Ouest, le corridor Lagos-Abidjan se transforme en une ceinture manufacturière et logistique desservant plus de 400 millions de consommateurs et reliant les principaux pôles industriels du Nigéria, de la Côte d'Ivoire et du Ghana. En Afrique de l'Est, le Corridor Nord améliore l'accès des pays enclavés tels que l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, accélérant ainsi l'intégration régionale et l'efficacité commerciale.

En Afrique australe, les chaînes d'approvisionnement automobiles et industrielles ancrées en Afrique du Sud s'étendent aux économies voisines, tandis qu'en Afrique du Nord, l'Égypte se positionne comme une plateforme de production et d'exportation pour l'ensemble du continent.

L'expérience de la ZLECAF démontre



que l'intégration commerciale ne consiste pas uniquement à supprimer les barrières officielles; elle exige également l'alignement des infrastructures, des capacités industrielles et des cadres réglementaires. Là où ces éléments convergent, les marchandises circulent, les usines augmentent leur production et les marchés régionaux commencent à fonctionner comme une unité économique cohérente.

La ZLECAF n'est plus une aspiration lointaine. C'est une plateforme opérationnelle qui façonne le paysage industriel africain, crée des corridors d'opportunités, et pose les fondations d'une nouvelle ère de commerce panafricain. La prochaine phase mettra à l'épreuve la capacité du continent à traduire les cadres politiques en résultats économiques mesurables, en veillant à ce que les entreprises africaines, des PME aux grands fabricants, puissent pleinement tirer parti du potentiel d'un marché continental unique.

La révolution commerciale africaine est en marche, et la circulation des biens dans le cadre de la ZLECAF n'est qu'un début. À mesure que les infrastructures, la finance et l'alignement réglementaire se développent, la promesse d'un écosystème économique continental capable de soutenir la croissance industrielle, la compétitivité régionale et un commerce durable devient de plus en plus atteignable.

Politique industrielle, fabrication et chaînes de valeur

Depuis des décennies, la structure commerciale de l'Afrique est dominée par l'exportation de matières premières brutes et l'importation de produits finis, un schéma qui a

limité la création d'emplois, freiné l'innovation industrielle et rendu les économies très vulnérables aux chocs des cours mondiaux.

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) offre désormais une opportunité transformatrice de changer cette trajectoire historique. En créant un marché unifié de plus de 1,3 milliard de personnes avec un PIB combiné dépassant trois mille milliards de dollars, la ZLECAF offre à la fois la scalabilité et la prévisibilité nécessaires pour construire des écosystèmes industriels régionaux capables de générer une croissance durable et résiliente.

Les recherches de l'African Export-Import Bank (Afreximbank) et de l'Union africaine soulignent que la fabrication et la production à valeur ajoutée sont essentielles à la transformation structurelle. Sans celles-ci, l'Afrique reste exposée aux chocs externes, tandis que les opportunités d'apprentissage technologique et d'expansion de l'emploi demeurent sous-exploitées. L'accord encourage les pays à s'intégrer dans les chaînes de valeur continentales, en tirant parti de leurs avantages comparatifs uniques tout en favorisant les économies d'échelle au-delà des frontières.

L'un des aspects les plus prometteurs de la ZLECAF est son potentiel à permettre des réseaux de production multi-pays. Dans le secteur automobile et de la machinerie, par exemple, les composants peuvent être fabriqués dans différents pays puis assemblés au niveau régional.

Ce modèle réduit les coûts de production, renforce la compétitivité et consolide les liens industriels à travers le continent. En répartissant la pro-

duction et l'assemblage sur plusieurs juridictions, les fabricants africains peuvent exploiter des compétences spécialisées, des ressources locales et des infrastructures régionales tout en réduisant leur dépendance aux importations de produits finis.

Le textile et l'habillement offrent un autre exemple convaincant. L'Afrique produit d'importants volumes de coton, en particulier dans des pays d'Afrique de l'Ouest comme le Nigeria, le Burkina Faso et le Bénin. Pourtant, une grande partie de cette matière première est actuellement exportée sans transformation. La ZLECAF crée les conditions d'un écosystème textile continental, où le coton est filé en Afrique du Nord, tissé et teint dans d'autres régions, puis finalement assemblé en vêtements en Afrique de l'Est, en Éthiopie, au Kenya, et même au Nigeria.

Cette approche intégrée permet non seulement de retenir la valeur sur le continent, mais ouvre également la voie à des millions d'emplois dans la fabrication et les services connexes, de la logistique à l'assurance qualité.

L'agro-transformation est tout aussi essentielle au développement industriel. En transformant le cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, le manioc au Nigeria, les céréales à travers l'Afrique de l'Est et les oléagineux en Afrique australe, les économies africaines peuvent ajouter de la valeur à leur production agricole, générer de l'emploi et soutenir l'industrialisation rurale.

Le passage de l'exportation de produits agricoles bruts à la production de biens transformés destinés à la consommation régionale contribue à la sécurité alimentaire et favorise la diversification industrielle.

La fabrication de produits pharmaceutiques bénéficie également de l'intégration régionale. La production locale de médicaments essentiels, de vaccins et d'intrants médicaux réduit la dépendance aux importations et renforce la sécurité sanitaire de l'Afrique, un besoin mis en évidence par les récentes perturbations mondiales des chaînes d'approvisionnement.

De même, les industries des engrais et de la pétrochimie peuvent fournir des intrants essentiels à l'agriculture et aux processus industriels, créant des liens en amont et en aval qui ancrent davantage la fabrication dans les chaînes de valeur continentales.

La BAD souligne que les chaînes de valeur régionales ne sont pas seulement bénéfiques pour les grandes entreprises, mais qu'elles sont aussi essentielles pour les Petites et moyennes entreprises (PMEs). Ces entreprises peuvent participer aux marchés continentaux si les cadres de financement, de normes et de certification sont renforcés.

L'accès aux marchés transfrontaliers permet aux PME de fournir des intrants aux grands fabricants, d'accroître leurs opérations et de profiter de la demande croissante pour les produits fabriqués régionalement. Toutefois, la réalisation de ce potentiel exige un soutien coordonné des gouvernements, des institutions et des intermédiaires financiers afin de combler les lacunes en matière de capital, de logistique et d'expertise technique.

Bien que la ZLECAF élimine de nombreuses barrières tarifaires, l'industrialisation exige un soutien politique proactif. AUDA-NEPAD souligne la nécessité d'investir dans des infrastructures énergétiques fiables,

car la fiabilité de l'approvisionnement en électricité demeure une contrainte majeure pour les fabricants africains.

Les infrastructures de transport et industrielles doivent également être renforcées afin de garantir que les usines puissent s'approvisionner efficacement en intrants et livrer des produits finis de manière compétitive. L'enseignement technique et professionnel doit être élargi pour doter la main-d'œuvre de compétences en production, en assurance qualité et en maintenance, permettant aux entreprises d'adopter des technologies modernes et de développer efficacement leurs opérations.

“L'agro-transformation est un argument de taille pour conserver la valeur des produits tels que le cacao, le manioc, les céréales et les oléagineux sur le continent, grâce à la transformation locale de ces produits.”

L'harmonisation des normes et des systèmes de certification est un autre élément essentiel. Sans repères de qualité uniformes, les biens produits dans un pays peuvent rencontrer des obstacles à l'entrée sur les marchés voisins, ce qui compromet le potentiel des chaînes de valeur régionales.

Les zones économiques spéciales, les parcs industriels et les pôles de transformation pour l'exportation offrent des cadres pratiques pour intégrer politique, infrastructure et stratégie industrielle, permettant aux investisseurs nationaux comme étrangers de participer avec davantage de confiance.

L'alignement et la coordination des

politiques entre les pays africains sont essentiels. Les nations qui alignent leur politique industrielle sur la mise en œuvre de la ZLECAF — en garantissant la fiabilité énergétique, l'efficacité des infrastructures, le développement de la main-d'œuvre et l'harmonisation des normes — sont les mieux placées pour capter les bénéfices de l'intégration continentale.

La politique industrielle devrait également promouvoir la participation des PME, en permettant aux petites entreprises de s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement, de contribuer à la création de valeur et de partager la croissance écono-

mique générée par l'industrialisation régionale.

En définitive, la ZLECAF fournit le cadre structurel, mais la transformation réelle dépend de choix politiques délibérés. Les pays qui combinent investissements dans les infrastructures, développement du capital humain et stratégie industrielle avec l'accès aux marchés sont ceux qui ont le plus à gagner. En s'appuyant sur les chaînes de valeur régionales dans l'automobile, le textile, l'agro-transformation, les produits pharmaceutiques et la pétrochimie, l'Afrique peut passer d'une dépendance aux matières premières brutes à une croissance tirée par la manufacture. Cette transition promet non seulement la diversification économique, mais aussi la

création d'emplois, l'apprentissage technologique et une résilience accrue face aux chocs mondiaux.

Le virage industriel de l'Afrique est plus qu'un objectif économique ; c'est un impératif structurel. La capacité du continent à bâtir des réseaux manufacturiers régionaux solides déterminera la trajectoire de sa croissance économique, la stabilité de ses marchés du travail et sa position dans le paysage industriel mondial. la ZLECAF offre à la fois l'opportunité et le cadre pour faire passer l'Afrique de l'extraction à la production, des marchés fragmentés à l'intégration régionale, et de la dépendance à un développement industriel autonome.

La prochaine décennie déterminera si les pays africains peuvent saisir ce moment pour transformer fondamentalement leurs économies, exploiter le potentiel des chaînes de valeur régionales et établir une base manufacturière capable de soutenir une croissance et une prospérité à long terme.

Infrastructures, logistique et nouveaux corridors commerciaux

Depuis des décennies, la structure commerciale de l'Afrique est dominée par l'exportation de matières premières brutes et l'importation de produits finis. Cette dynamique a limité la diversification économique, freiné la création d'emplois et rendu le continent vulnérable aux cours des prix des matières premières. la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) garantit la taille et la sécurité du marché nécessaires pour changer ce paradigme, en permettant le développement d'écosystèmes industriels régionaux capables de rivaliser à l'échelle continentale et mondiale.

Les recherches de l'African Export-Import Bank (Afreximbank) et de l'Union africaine soulignent que la fabrication et la production à valeur ajoutée sont au cœur de la transformation structurelle.

En sortant de la dépendance aux matières premières, les pays africains peuvent stabiliser leurs revenus, renforcer leurs industries locales et réduire leur exposition à la volatilité des prix mondiaux. La politique industrielle n'est plus une question de choix; c'est un impératif stratégique de souveraineté économique.

la ZLECAF facilite la création de réseaux de production multi-pays capables de répartir les composants, l'assemblage et la valeur ajoutée à travers les frontières.

Dans le secteur automobile et des machineries, les pièces peuvent être fabriquées dans un pays et assemblées

ments peut avoir lieu en Afrique de l'Est, alimentant un marché continental unique. L'agro-transformation est un argument de taille en faveur de la rétention des produits dont le cacao, le manioc, les céréales et les oléagineux sur le continent. En transformant ces produits localement, l'Afrique capte davantage de valeur économique, crée de l'emploi et réduit sa dépendance aux produits finis importés.

Le secteur pharmaceutique illustre une autre opportunité stratégique. La production régionale ne répond pas seulement à la dépendance aux importations, elle renforce également la sécurité sanitaire dans les pays africains. De même, la production d'engrais et de produits pétrochimiques en Afrique soutient l'agriculture et les intrants industriels, jetant les bases d'une résilience économique plus large. Selon la BAD, l'expansion des chaînes de valeur régionales crée des voies permettant aux Petites et

“L’harmonisation des normes et des systèmes de certification est un autre élément essentiel. Sans repères de qualité uniformes, les biens produits dans un pays peuvent rencontrer des obstacles à l’entrée sur les marchés voisins”

dans un autre, réduisant ainsi les coûts tout en améliorant la compétitivité.

Le secteur du textile et de l'habillement bénéficie d'une approche similaire : le coton cultivé en Afrique de l'Ouest peut être filé en Afrique du Nord, tandis que la confection de vête-

moyennes entreprises (PMEs) de s'engager dans les marchés continentaux, à condition que les cadres de certification, de normes et de financement soient correctement développés.

La politique industrielle est essentielle pour traduire la libéralisation

tarifaire de la ZLECAF en résultats économiques significatifs.

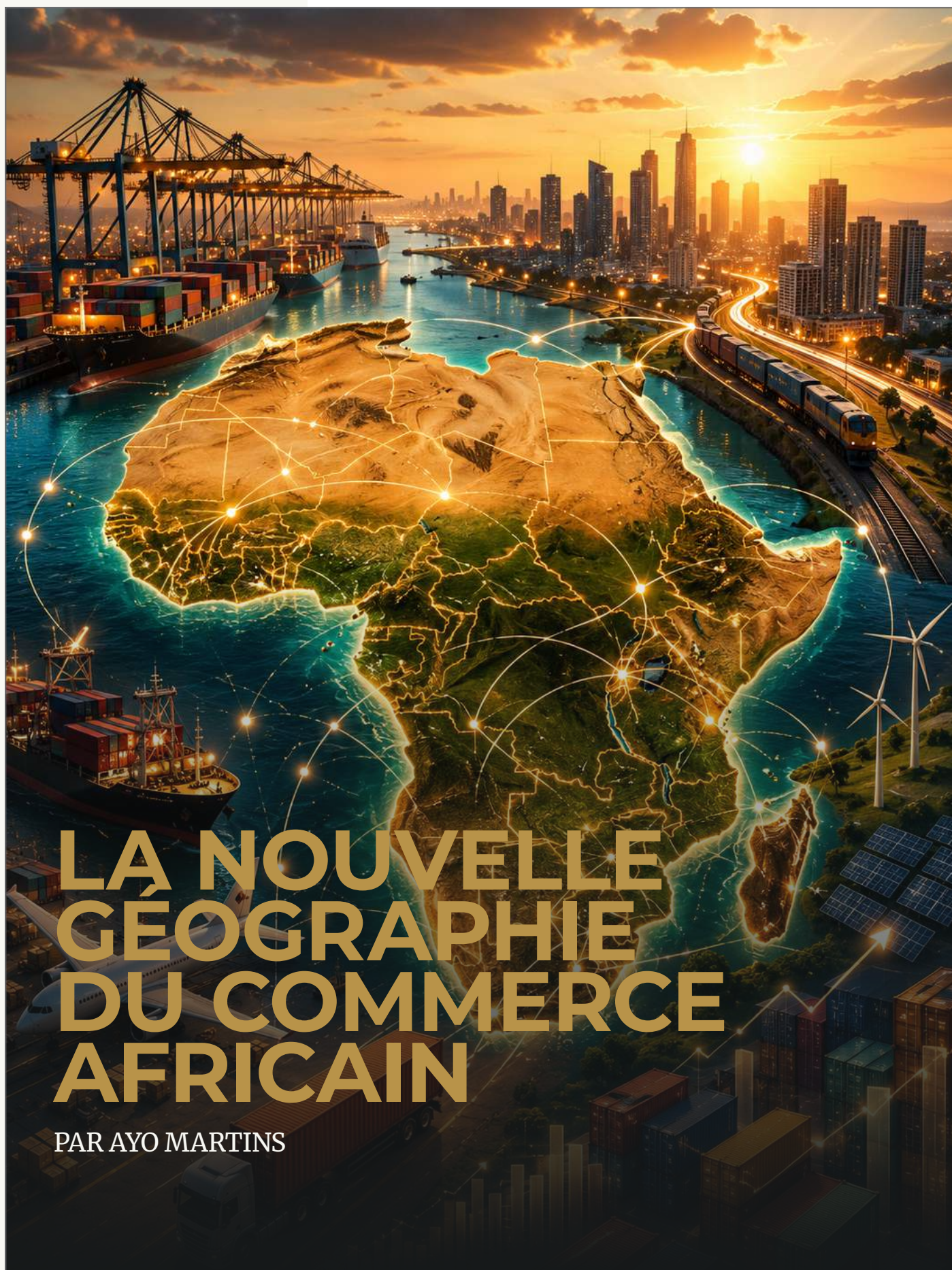
La suppression des barrières commerciales à elle seule ne suffit pas. Les gouvernements doivent donner la priorité aux investissements dans des systèmes énergétiques fiables, des infrastructures industrielles et des réseaux logistiques. L'enseignement technique et professionnel doit être renforcé afin de fournir la main-d'œuvre qualifiée dont l'industrie manufacturière moderne a besoin.

Des normes et systèmes de certification harmonisés garantiront que les biens produits dans plusieurs pays respectent des critères de qualité communs, permettant un commerce fluide. Les zones économiques spéciales, les parcs industriels et le soutien ciblé aux PME participant aux chaînes de valeur peuvent encore accélérer l'industrialisation régionale.

Les pays qui alignent leur politique industrielle sur la mise en œuvre de la ZLECAF sont bien placés pour tirer le plus grand bénéfice d'un marché continental dépassant 1,3 milliard de consommateurs. En combinant investissements stratégiques dans les infrastructures, développement des compétences et coordination régionale, les économies africaines peuvent passer du statut d'exportatrices de matières premières à celui de puissances industrielles.

La convergence de la libéralisation du commerce et d'une politique industrielle délibérée offre un modèle de transformation structurelle, de création d'emplois et de croissance économique durable.





LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE DU COMMERCE AFRICAIN

PAR AYO MARTINS



L'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAF) redéfinit la géographie économique du continent. La ZLECAF est bien plus qu'un traité ou une déclaration de politique publique ; il constitue une feuille de route pour une transformation structurelle qui intègre les marchés, les systèmes de production et les chaînes de valeur.

Son succès ne se mesurera pas au nombre de signataires ni aux cérémonies de lancement, mais à des résultats concrets sur le terrain : des passages frontaliers plus rapides, une circulation plus fluide des composants entre les pays et la création de réseaux manufacturiers régionaux permettant aux petites et moyennes entreprises de participer au commerce continental.

La connectivité des infrastructures demeure la pierre angulaire de cette nouvelle géographie commerciale. Les routes, les chemins de fer, les ports et les corridors énergétiques ne sont plus de simples équipements nationaux ; ils sont devenus des facilitateurs continentaux du commerce.

Le corridor Lagos-Abidjan en Afrique de l'Ouest émerge comme une zone industrielle et logistique dynamique capable de desservir plus de 400 millions de consommateurs, tandis que le Corridor Nord en Afrique de l'Est améliore l'accès des pays enclavés, accélère l'intégration régionale et réduit le coût des échanges.

En Afrique australe, les chaînes d'approvisionnement industrielles et automobiles sont renforcées grâce à la connectivité des corridors entre l'Afrique du Sud, le Mozambique et les pays voisins. L'Afrique du Nord se positionne comme une plateforme de production et d'exportation, l'Égypte

tirant parti du canal de Suez pour relier les produits africains aux marchés européens et asiatiques.

La facilitation des échanges connaît également une transformation numérique. Le Système de Paiement et de Règlement Panafricain (PAPPS) réduit la dépendance aux devises étrangères et permet des paiements intra-africains fluides. La numérisation des procédures douanières, la simplification de la documentation et le suivi en temps réel des barrières non tarifaires contribuent à réduire les retards qui ont historiquement entravé le commerce transfrontalier.

Les pays peuvent se spécialiser dans des segments de production qui exploitent leurs ressources naturelles, leurs réserves de main-d'œuvre et leurs atouts industriels.

Le coton d'Afrique de l'Ouest peut être filé en Afrique du Nord, transformé en textiles en Afrique de l'Est, puis distribué à travers le continent. Le cacao du Ghana et de la Côte d'Ivoire peut alimenter des usines de transformation agroalimentaire au Nigeria et au Cameroun, conservant ainsi la valeur ajoutée en Afrique tout en générant des emplois. Les produits pharmaceutiques, les engrais, les produits pétrochimiques et les machines

L'Accord de libre-échange continental africain est une feuille de route pour une transformation structurelle qui intègre les marchés, les systèmes de production et les chaînes de valeur.

Ensemble, ces mesures font passer la ZLECAF d'un cadre théorique à un outil pratique de croissance économique, permettant aux biens, aux services et aux capitaux de circuler plus efficacement à travers les frontières.

Au cœur de cette transformation se trouve la création de réseaux régionaux de production manufacturière et de valeur ajoutée. Pendant des décennies, les schémas commerciaux africains ont été définis par l'exportation de matières premières et l'importation de produits finis. La ZLECAF offre désormais la scalabilité, la prévisibilité et les incitatifs nécessaires pour inverser cette tendance.

peuvent être de plus en plus fabriqués à l'échelle régionale, réduisant la dépendance aux importations, limitant l'exposition aux chocs mondiaux sur les matières premières et développant des écosystèmes industriels résilients.

L'alignement des politiques est essentiel pour atteindre ces résultats. À elle seule, la ZLECAF ne peut générer une croissance industrielle sans politiques nationales d'accompagnement. Les gouvernements doivent investir dans des infrastructures énergétiques fiables, développer les compétences techniques et professionnelles, harmoniser les normes et les systèmes

de certification, et soutenir les zones économiques spéciales ainsi que les parcs industriels favorisant la participation des PME.

Les pays qui intègrent leur politique industrielle au cadre de libéralisation commerciale de la ZLECAF tireront les plus grands bénéfices, transformant la suppression des droits de douane en gains mesurables en matière de production et d'emploi.

Le rôle du financement ne saurait être surestimé. Les fonds souverains, les banques de développement et les véhicules régionaux d'investissement peuvent fournir les capitaux à long terme nécessaires à la construction d'usines, au soutien des réseaux logistiques et à l'expansion des PME.

L'African Export-Import Bank (Afreximbank) a renforcé le financement des infrastructures énergétiques, des parcs industriels et des mécanismes de règlement du commerce intra-africain, alignant ainsi les flux financiers sur les ambitions productives du continent.

Cet alignement garantit que les capitaux soutiennent des capacités industrielles tangibles plutôt que des investissements spéculatifs, créant un écosystème durable dans lequel la production stimule la croissance économique plutôt que l'arbitrage financier.

La ZLECAF transforme également l'état d'esprit des entreprises africaines. Les entreprises ne sont plus limitées aux marchés nationaux. Grâce aux corridors régionaux et aux chaînes d'approvisionnement intégrées, elles peuvent planifier leur croissance à grande échelle, concevoir pour l'exportation et participer à des chaînes de

valeur couvrant plusieurs pays.

Lagos et Aba au Nigeria, Accra au Ghana, Le Caire en Égypte, Johannesburg et Durban en Afrique du Sud, ainsi que Nairobi au Kenya émergent tous comme des pôles régionaux où convergent production industrielle, logistique et innovation. Les startups et les PME de ces centres commencent à concevoir leurs produits pour les marchés continentaux, en intégrant la fabrication, les plateformes numériques et la logistique transfrontalière au cœur de leur stratégie.

Les implications vont au-delà du secteur manufacturier. L'intégration commerciale dans le cadre de la ZLECAF renforce le pouvoir de négociation de l'Afrique sur les marchés mondiaux et permet au continent de capter davantage de valeur à partir de ses ressources.

Les pôles industriels reliés aux marchés régionaux réduisent l'exposition aux chocs des cours mondiaux, stabilisent l'emploi et créent des opportunités de développement des compétences dans de nombreux secteurs. La convergence des infrastructures, de la politique industrielle et du financement transforme les corridors commerciaux en moteurs de croissance, convertissant des flux commerciaux autrefois statiques en une activité économique dynamique couvrant plusieurs pays et régions.

En définitive, la ZLECAF représente le passage d'un paysage économique fragmenté à une économie africaine interconnectée. L'Union africaine, l'AUDA-NEPAD et le Secrétariat de la ZLECAF sont alignés sur une vérité fondamentale : l'intégration continentale sera portée par les infrastructures, la politique industrielle et

la production à valeur ajoutée.

Le commerce en Afrique n'est plus statique ni limité par les frontières. Il circule désormais le long des corridors, à travers les usines et au-delà des frontières nationales. Le succès se mesurera à la création de réseaux industriels régionaux, à la participation des PME aux chaînes de valeur continentales et à la capacité des pays à exploiter leur potentiel industriel au service d'une croissance économique inclusive.

Pour les entreprises africaines, les décideurs publics et les investisseurs, le message est clair : l'avenir appartient à ceux qui savent produire, connecter et commercer. Les pays qui alignent les investissements dans les infrastructures, la politique industrielle et la mobilisation des financements sur la mise en œuvre de la ZLECAF ne se contenteront pas de saisir les opportunités du marché intra-africain ; ils se positionneront également comme des leaders continentaux de la transformation industrielle et économique.

La nouvelle géographie du commerce africain est en train de se dessiner, et elle récompense ceux qui sont prêts à transformer l'ambition en production, et les politiques publiques en résultats économiques tangibles.



ÉTUDES DE CAS PAR PAYS

ZONES D'IMPACT DE LA ZLECAF

Par Lerato Khumalo



L'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAF) passe rapidement d'une vision diplomatique à une réalité opérationnelle, créant de nouvelles opportunités de production, de commerce et d'industrialisation à travers le continent.

Bien que son succès à long terme dépende de l'harmonisation des politiques, des investissements dans les infrastructures et de l'alignement des normes, des zones d'impact émergent déjà dans plusieurs pays clés où se rencontrent capacité industrielle, logistique et accès au marché. Ces études de cas illustrent comment la ZLECAF redessine les économies régionales et les paysages industriels.

Nigéria : Le moteur de production et de marché de l'Afrique de l'Ouest

Le Nigéria combine le plus grand marché de consommation du continent avec un important potentiel industriel, ce qui le positionne comme un centre naturel de production pour l'Afrique de l'Ouest. Ses atouts stratégiques comprennent notamment le port en eau profonde de Lekki et sa zone franche, qui offrent une infrastructure maritime moderne capable de gérer le commerce conteneurisé et de soutenir les pôles industriels.

Le corridor commercial Lagos-Abidjan assure une connectivité essentielle avec les pays voisins, tandis que les centres manufacturiers d'Aba et de Kano soutiennent la production industrielle.

Les industries pétrochimiques et des engrais du Nigéria fournissent des intrants essentiels à l'agriculture et aux chaînes de valeur locales, créant des opportunités pour l'approvisionnement régional

en produits agricoles transformés.

Dans le cadre de la ZLECAF, le Nigéria peut tirer parti de la taille de sa population et de sa base industrielle pour devenir le principal moteur de production de l'Afrique de l'Ouest. En intégrant la fabrication, l'agro-industrie et la logistique, le pays peut desservir à la fois les marchés nationaux et régionaux, réduire sa dépendance aux produits importés et stimuler l'emploi.

Cependant, la fiabilité des infrastructures, la stabilité énergétique et l'efficacité logistique demeurent des défis majeurs. Les routes, les chemins de fer et les infrastructures portuaires doivent être alignés sur les objectifs de facilitation du commerce de la ZLECAF afin de garantir la compétitivité des produits nigériens sur le marché continental.

Égypte : Le pont industriel et logistique de l'Afrique du Nord

La position géographique et la capacité industrielle de l'Égypte en font naturellement une plateforme d'exportation pour le commerce facilité par la ZLECAF. Située au carrefour de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient, l'Égypte bénéficie du canal de Suez, véritable artère du commerce mondial offrant un accès maritime exceptionnel.

Le pays a développé une base manufacturière diversifiée couvrant les textiles, les produits chimiques, les composants automobiles et l'agroalimentaire. Les zones industrielles, notamment la zone économique du canal de Suez, offrent une logistique intégrée, des incitatifs réglementaires et des infrastructures énergétiques favorisant la production à grande échelle et les exportations.

La ZLECAF offre à l'Égypte l'opportunité d'étendre son rôle de plateforme de production. En alignant sa politique industrielle sur les cadres commerciaux continentaux, le pays peut approvisionner les marchés africains tout en renforçant sa position de passerelle vers l'Europe et l'Asie.

Les investissements dans les infrastructures de transport, la capacité portuaire et les mécanismes de facilitation des échanges seront essentiels pour saisir pleinement cette opportunité et garantir des chaînes d'approvisionnement régionales efficaces et compétitives à l'échelle mondiale.

Afrique du Sud : L'ancre industrielle du continent

La diversité industrielle de l'Afrique du Sud et la sophistication de ses infrastructures en font un pilier central des chaînes de valeur régionales de la ZLECAF.

Les secteurs avancés de l'automobile, des machines lourdes et de l'industrie chimique constituent une base industrielle robuste capable de produire des biens intermédiaires et des produits finis pour les marchés voisins.

Les corridors logistiques reliant Durban, Johannesburg et Maputo renforcent le commerce transfrontalier en connectant la production manufacturière aux consommateurs régionaux. L'Afrique du Sud bénéficie également de marchés financiers développés, de mécanismes de financement industriel et d'une main-d'œuvre qualifiée qui soutiennent la production à forte valeur ajoutée.

Dans le cadre de la ZLECAF, l'Afrique du Sud est bien placée pour fournir des biens industriels intermédiaires

et des produits finis à l'ensemble de l'Afrique australe et au-delà. L'intégration régionale peut renforcer son rôle dans les réseaux de production multi-pays, permettant la fabrication locale de composants tandis que l'assemblage final est réalisé dans les économies voisines.

Cependant, la coordination des politiques publiques, l'amélioration des infrastructures transfrontalières et la simplification des procédures douanières demeurent essentielles pour concrétiser ces opportunités à grande échelle.

Kenya : La porte d'entrée logistique et innovante de l'Afrique de l'Est

Le Kenya tire parti à la fois de son leadership logistique et de son écosystème numérique en pleine croissance pour jouer un rôle essentiel dans la facilitation du commerce de la ZLECAF. Le port de Mombasa demeure la principale porte d'entrée maritime de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale, traitant la majorité des importations et exportations conteneurisées des pays enclavés.

Le Corridor Nord relie Mombasa à l'Ouganda, au Rwanda, au Soudan du Sud et à l'est de la République démocratique du Congo, assurant des réseaux fiables de routes, de chemins de fer et de dépôts intérieurs. Les investissements dans la modernisation ferroviaire, l'extension routière et la numérisation douanière ont renforcé la capacité du Kenya à soutenir efficacement les flux commerciaux régionaux.

Au-delà de la logistique, le secteur technologique dynamique du Kenya offre de nouvelles possibilités pour la mise en œuvre de la ZLECAF. Les plateformes de commerce numérique,

les systèmes de paiement et les logiciels de gestion de chaîne d'approvisionnement permettent de plus en plus aux PME de participer au commerce transfrontalier.

Les exportations agroalimentaires sont particulièrement bien positionnées pour croître, le Kenya servant de centre régional pour les fruits, légumes, produits laitiers et aliments transformés destinés aux marchés d'Afrique de l'Est.

Enseignements comparatifs et dynamiques régionales

Ces études de cas révèlent une tendance commune : les pays qui combinent capacité industrielle, infrastructures logistiques et alignement des politiques publiques sont les mieux placés pour bénéficier de la ZLECAF.

Le Nigéria démontre comment la taille du marché intérieur et les regroupements industriels peuvent stimuler la production régionale. L'Égypte met en évidence les avantages stratégiques de sa position géographique et de ses infrastructures orientées vers l'exportation. L'Afrique du Sud illustre le rôle de la diversification industrielle et de la sophistication financière.

Le Kenya montre quant à lui comment l'efficacité logistique et l'innovation numérique peuvent accélérer le commerce régional.

La convergence de ces facteurs est particulièrement importante dans le cadre des chaînes de valeur intra-africaines. Par exemple, des composants automobiles peuvent être fabriqués en Afrique du Sud, assemblés au Nigéria puis distribués à travers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Les chaînes de valeur textiles

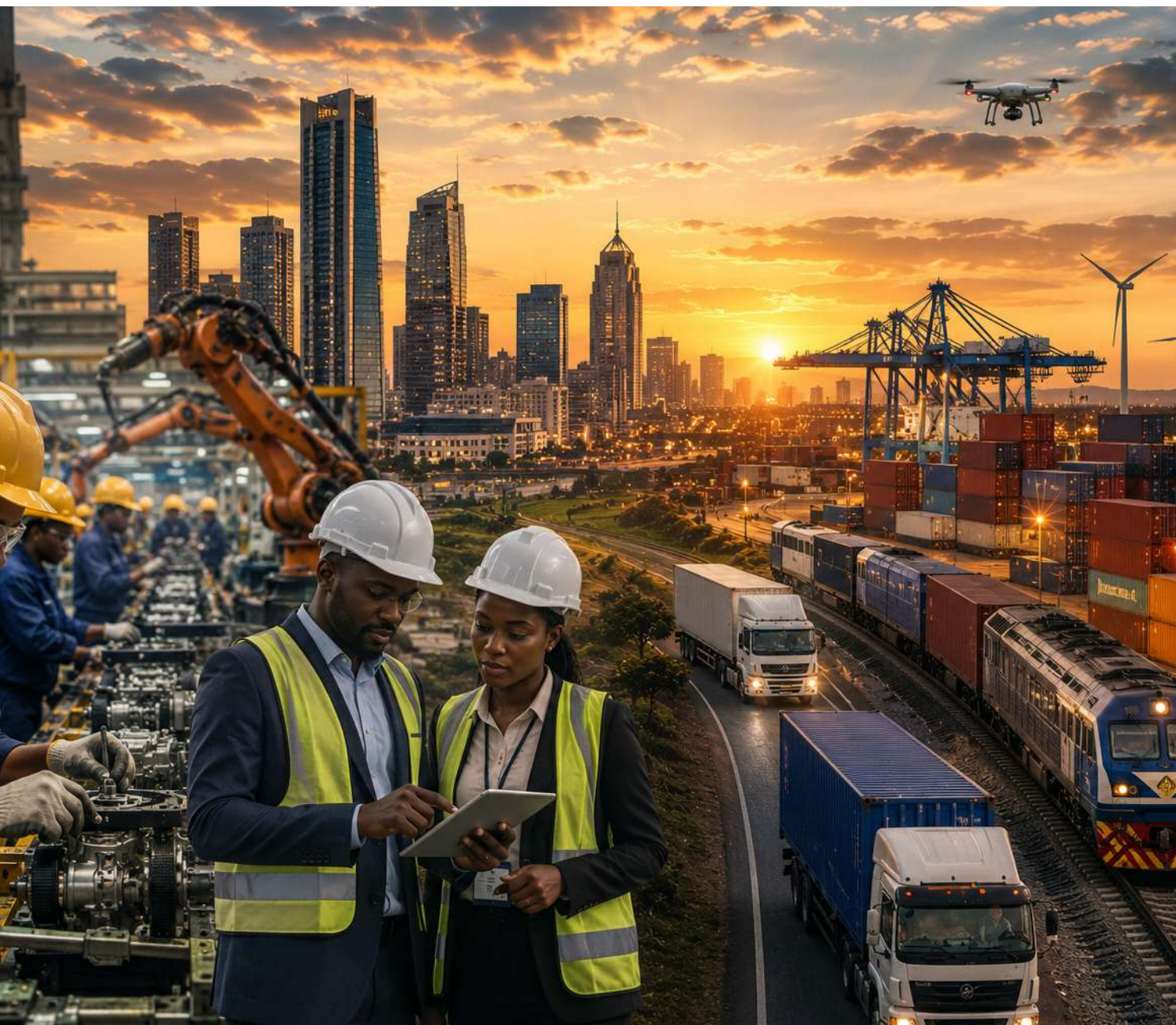
peuvent relier le coton d'Afrique de l'Ouest aux unités de transformation d'Afrique du Nord avant la confection finale en Afrique de l'Est. Les réseaux agro-alimentaires couvrant plusieurs pays permettent de conserver davantage de valeur sur le continent tout en renforçant la sécurité alimentaire.

Le développement des infrastructures demeure un facteur essentiel. Les ports, les chemins de fer, les routes et les systèmes énergétiques doivent être modernisés parallèlement aux initiatives de facilitation du commerce de la ZLECAF. Les systèmes numériques, notamment le Système de Paiement et de Règlement Panafricain (PAPPS), réduisent la dépendance aux devises étrangères et simplifient les transactions intra-africaines, supprimant ainsi un obstacle historique au commerce régional.

L'harmonisation des normes, des certifications et des réglementations techniques est tout aussi essentielle afin que les produits fabriqués dans un pays puissent être acceptés sur les marchés voisins sans obstacles inutiles.

Enfin, l'alignement des politiques publiques reste déterminant. Les pays doivent intégrer leur stratégie industrielle, la facilitation des échanges et la promotion des investissements afin de garantir que la ZLECAF produise des résultats économiques tangibles. Les zones économiques spéciales, les parcs industriels et les programmes ciblés de soutien aux PME contribueront à transformer la libéralisation tarifaire en croissance industrielle durable et en création d'emplois.

En résumé, la ZLECAF n'est plus un accord théorique. Au Nigéria, en Égypte, en Afrique du Sud et au Kenya, le commerce commence à se dévelop-



per là où convergent infrastructures, alignement des politiques publiques et capacités industrielles. Ces pays illustrent le potentiel du continent à bâtir des chaînes de valeur régionales, à renforcer les écosystèmes industriels et à créer un marché africain véritablement intégré.

Grâce à des investissements soutenus, à une coordination efficace et à une mise en œuvre stratégique, la ZLECAF a le potentiel de transformer l'Afrique, pour passer d'un continent princi-

palement exportateur de matières premières à un centre de diversification industrielle et d'excellence manufacturière.

L'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAF) passe rapidement d'une vision diplomatique à une réalité opérationnelle, créant de nouvelles opportunités de production, de commerce et d'industrialisation à travers le continent.



ANALYSE APPROFONDIE DU SECTEUR

LA NOUVELLE FRONTIÈRE INDUSTRIELLE: LES ÉCOSYSTÈMES AUTOMOBILES ÉMERGENTS DE L'AFRIQUE

Par Chinonso Okeke

L'industrie automobile et le secteur manufacturier africains entrent dans une phase de transformation majeure. Avec une urbanisation croissante, l'augmentation des revenus et l'expansion des marchés régionaux, le continent dispose aujourd'hui d'une opportunité sans précédent pour développer des écosystèmes intégrés d'assemblage de véhicules et des pôles industriels.

Traditionnellement, la construction automobile était concentrée en Afrique du Sud et au Maroc, deux pays bénéficiant d'infrastructures industrielles relativement avancées, d'une main-d'œuvre qualifiée et de solides réseaux d'exportation.

Cependant, l'Accord de libre-échange continental africain (ZLECAF) et les politiques industrielles stratégiques favorisent désormais l'émergence de nouveaux pôles automobiles en Égypte, au Kenya, au Rwanda et au Ghana, contribuant à un paysage industriel plus diversifié et davantage intégré à l'échelle régionale.

L'avenir de la construction automobile africaine sera défini par les chaînes de valeur régionales. Au lieu de concentrer la production dans un seul pays, les composants pourront être fabriqués dans plusieurs régions du continent puis assemblés localement pour desservir les marchés nationaux et intra-africains.

Cette approche réduit les coûts de production, renforce la résilience des chaînes d'approvisionnement et stimule les liens industriels entre fournisseurs en amont et assembleurs en aval. Par exemple, l'acier et les métaux pourraient être produits en Afrique de l'Ouest, les composants électriques et faisceaux de câbles en Afrique du Nord, les plastiques et le

caoutchouc en Afrique de l'Est, tandis que le vitrage et les garnitures intérieures seraient fabriqués en Afrique australe.

Ces intrants seraient ensuite regroupés dans des centres régionaux d'assemblage situés à Lagos, Nairobi, Le Caire ou Casablanca afin de produire des véhicules répondant à la demande continentale.

Ce modèle décentralisé s'inspire des écosystèmes automobiles performants d'Asie et d'Europe tout en étant adapté aux réalités géographiques et commerciales propres à l'Afrique.

La chaîne de valeur automobile englobe une large gamme d'intrants et d'étapes critiques. La production locale de tôles d'acier et de composants structurels est essentielle pour garantir l'efficacité des coûts et la sécurité de l'approvisionnement. Les composants électriques, tels que les systèmes de câblage, les batteries et les unités de commande électroniques, peuvent être fabriqués ou partiellement assemblés dans des parcs industriels à travers l'Afrique, bénéficiant des réductions tarifaires de la ZLECAF sur les intrants importés.

Les plastiques et le caoutchouc, notamment les pneus, les éléments intérieurs et les pare-chocs, représentent des opportunités importantes pour l'industrie locale, réduisant la dépendance aux importations et créant des emplois dans les secteurs connexes.

La fabrication de vitrage et de garnitures destinés aux vitres, rétroviseurs et sièges peut également être localisée à proximité des usines d'assemblage afin de réduire les coûts logistiques. Les centres régionaux d'assemblage pourront ensuite regrouper tous les

composants et distribuer les véhicules finis sur les marchés nationaux et continentaux, soulignant ainsi l'importance de corridors de transport et de réseaux logistiques fiables pour maintenir leur compétitivité.

Selon l'Association africaine des constructeurs automobiles (AAAM), la demande automobile africaine devrait dépasser cinq millions de véhicules par an au cours des vingt prochaines années. L'urbanisation, la hausse des revenus et le développement des infrastructures constituent les principaux moteurs de cette croissance. Satisfaire ne serait-ce qu'une partie de cette demande grâce à des véhicules assemblés localement représente une opportunité industrielle et économique considérable.

La ZLECAF offre un cadre essentiel pour soutenir cette transformation. La réduction des droits de douane sur les composants et intrants au sein de l'Afrique encourage l'approvisionnement régional et réduit les coûts de production, tandis que l'accès à un marché unifié de 1,3 milliard de consommateurs permet aux fabricants d'accroître leur production, de bénéficier d'économies d'échelle et de développer des réseaux régionaux de fournisseurs.

Ces avantages positionnent l'Afrique non seulement comme un marché pour les véhicules importés, mais aussi comme un centre manufacturier compétitif pour l'ensemble du continent.

Des politiques industrielles favorables sont essentielles pour concrétiser ce potentiel. Les dispositifs favorisant le contenu local encouragent le développement de fournisseurs nationaux et de pôles industriels, tandis que les programmes de formation, les

mécanismes de financement et l'assistance technique soutiennent les PME afin de garantir le respect des normes de qualité et de livraison. Les investissements dans les infrastructures, notamment l'énergie fiable, les réseaux de transport et les corridors logistiques, demeurent indispensables pour réduire les coûts de production et assurer une distribution efficace des véhicules finis.

Le développement d'une main-d'œuvre techniquement qualifiée, grâce à la formation professionnelle et aux partenariats avec les établissements techniques, est tout aussi essentiel pour soutenir les processus complexes d'assemblage et de fabrication industrielle.

La croissance des véhicules électriques ouvre également de nouvelles perspectives dans les domaines de l'assemblage de batteries, des infrastructures de recharge et des logiciels de gestion énergétique, en particulier dans les pays disposant de solides stratégies en matière d'énergies renouvelables.

L'intégration régionale et la libéralisation du marché dans le cadre de la ZLECAF favorisent davantage la diversification industrielle. Les pôles automobiles peuvent devenir les piliers de clusters industriels produisant plastiques, composants électroniques, métaux et solutions logistiques, générant ainsi des emplois et des transferts technologiques dans l'ensemble de l'écosystème manufacturier.

Malgré ces opportunités, plusieurs défis subsistent. La fabrication automobile est fortement capitalistique et exige des investissements importants dans les usines, les équipements ainsi que dans la recherche et le développement. Un approvisionnement stable

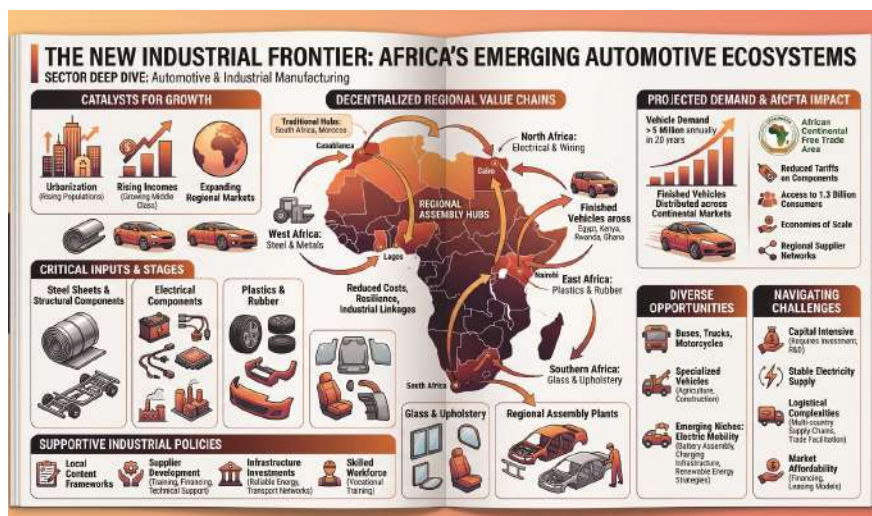
en électricité reste indispensable pour éviter les interruptions de production et maintenir des standards de qualité élevés.

La coordination de chaînes d'approvisionnement multi-pays introduit également des complexités logistiques qui doivent être résolues grâce à une meilleure facilitation des échanges, à l'harmonisation des procédures douanières et au développement d'infrastructures de transport robustes. L'accessibilité financière représente un autre enjeu majeur, nécessitant des solutions de financement innovantes et des modèles de location-accession permettant d'élargir l'accès des consommateurs au marché automobile.

L'industrie automobile et manufacturière africaine se trouve aujourd'hui à un tournant décisif. L'intégration des réseaux régionaux de production, l'exploitation des réductions tarifaires offertes par la ZLECAF et le développement d'écosystèmes industriels reliant fournisseurs, assembleurs et marchés peuvent transformer l'Afrique, passant du statut de simple consommatrice de véhicules importés à celui de fabricant compétitif.

La combinaison stratégique de politiques industrielles, d'investissements dans les infrastructures, de développement des compétences et d'intégration régionale déterminera quels pays émergeront comme principaux pôles automobiles. L'Afrique du Sud, le Maroc, l'Égypte, le Kenya, le Rwanda et le Ghana montrent déjà des signes encourageants, mais l'opportunité la plus importante réside dans la création d'un réseau continental d'usines d'assemblage régionales soutenues par de solides écosystèmes de fournisseurs.

L'Afrique possède le potentiel non seulement de produire des véhicules, mais aussi de développer une véritable capacité industrielle, jetant les bases de la fabrication, de l'emploi et de la résilience économique. Grâce à des politiques coordonnées, à des investissements ciblés dans les capacités techniques et à une intégration régionale stratégique sous la ZLECAF, le continent peut construire un écosystème automobile compétitif capable de desservir un marché de 1,3 milliard d'habitants tout en générant une croissance industrielle durable pour les décennies à venir.



LE GROUPE SITA S.A.:
L'EXCELLENCE IVOIRIENNE QUI
TRANSFORME L'INDUSTRIE DE
L'ANACARDE

Massogbé Touré, Fondatrice et Présidente-Directrice Générale de SITA S.A.

Depuis 1980, le Groupe SITA S.A., fondé par Mme Massogbé Touré, redéfinit les normes d'excellence dans la transformation de la noix de cajou en Côte d'Ivoire.

Ce qui a commencé comme une modeste initiative agricole s'est transformé en une puissante force industrielle, économique et sociale, générant un impact durable pour les communautés, l'économie nationale et l'ensemble de la filière anacarde. Aujourd'hui, SITA est bien plus qu'une entreprise : c'est un modèle d'innovation, de leadership et de responsabilité.

Une puissance économique nationale et internationale

En tant que principal investisseur privé national dans le secteur de l'anacarde, SITA a généré plus de 1 000 emplois directs et indirects, contribuant à l'amélioration des conditions de vie d'innombrables familles ivoiriennes.

Grâce à une intégration verticale complète — depuis l'approvisionnement en noix auprès des producteurs locaux jusqu'à la transformation industrielle et l'exportation vers l'Europe, les États-Unis et d'autres marchés mondiaux — SITA veille à ce que chaque noix de cajou devienne une véritable opportunité économique durable.

L'usine moderne d'Odienné, capable de traiter chaque année plusieurs milliers de tonnes de noix, reflète l'engagement de l'entreprise envers la qualité, l'innovation et la compétitivité internationale.

Certifiée selon les normes HACCP, KOSHER, HALAL et FDA, cette installation est bien plus qu'un simple

centre de production : elle constitue un moteur de croissance sectorielle et d'emploi, tout en positionnant la Côte d'Ivoire comme un fournisseur international de premier plan.

Transformer des vies grâce à l'impact social

Au cœur de la mission de SITA se trouve l'autonomisation des femmes. Plus de 50% des effectifs de l'entreprise sont composés de femmes, qui bénéficient d'opportunités d'emploi, de formation et de développement professionnel favorisant le leadership et l'indépendance économique.

Au-delà de l'emploi, SITA s'investit dans des programmes sociaux qui renforcent les communautés rurales où le Groupe opère, en promouvant le développement des compétences et les pratiques inclusives. Cet engagement garantit que la croissance industrielle va de pair avec la cohésion sociale et la résilience communautaire.

“Chaque noix de cajou que nous transformons constitue une étape vers davantage d'opportunités économiques pour les communautés ivoiriennes.”

La préservation de l'environnement est également un pilier central des activités de SITA. En collaboration avec des organisations locales, l'entreprise encourage les pratiques agricoles durables, lutte contre la déforestation et protège les ressources naturelles, démontrant ainsi que performance industrielle et responsabilité environnementale peuvent coexister harmonieusement.



“Une simple noix de cajou peut devenir un outil de transformation économique et sociale à travers l’Afrique.”

Un moteur de croissance pour l’industrie de l’anacarde

Sous la direction de Mme Touré, la région d’Odienné a connu une transformation remarquable. Les plantations d’anacardiers sont passées de quelques centaines d’hectares à plusieurs dizaines de milliers d’hectares, tandis que la transformation locale permet désormais de créer une valeur ajoutée significative avant l’exportation.

L’empreinte internationale de SITA met en évidence la qualité et le potentiel des noix de cajou ivoiriennes, inspirant d’autres entreprises africaines à investir dans l’industrialisation et la création de valeur. Le groupe a établi une référence exemplaire, démontrant que la richesse agricole locale peut être mobilisée pour stimuler à la fois le progrès national et continental.

Un modèle d’entreprise responsable

Le Groupe SITA S.A. illustre parfaitement comment une vision stratégique, une expertise industrielle et un engagement social peuvent générer simultanément croissance économique, autonomisation sociale et développement durable.

Ses investissements, sa politique de main-d’œuvre inclusive et son succès international démontrent que l’agriculture et l’industrie peuvent constituer de puissants moteurs d’une croissance inclusive.



Aujourd’hui, SITA n’est plus juste une entreprise: c’est désormais un symbole pour la Côte d’Ivoire et pour l’Afrique, prouvant qu’avec du leadership, de la responsabilité et de

l’innovation, même une modeste initiative agricole peut évoluer en une formidable force industrielle, économique et sociale.

“Ce qui a commencé comme une modeste initiative agricole est devenu une puissante force industrielle, économique et sociale.”

TEXTILES ET HABILLEMENT

Reconstruire la chaîne de valeur
africaine du coton au vêtement

Par Tendai Moyo



L'Afrique occupe une position unique dans le paysage mondial du textile et de l'habillement. Le continent produit d'importants volumes de coton, particulièrement en Afrique de l'Ouest, mais importe paradoxalement la majorité des vêtements finis consommés sur son marché intérieur.

Cette situation reflète depuis longtemps une occasion manquée : l'Afrique exporte des matières premières mais importe des produits à valeur ajoutée, laissant inexploité un potentiel économique considérable.

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) offre désormais un cadre permettant d'inverser cette tendance, en apportant la scalabilité, l'accès aux marchés et les incitatifs nécessaires au développement de chaînes de valeur intégrées du textile et de l'habillement à travers plusieurs pays.

L'opportunité de la chaîne de valeur

Le secteur du textile et de l'habillement comprend plusieurs étapes interconnectées, chacune offrant des opportunités distinctes d'investissement et d'industrialisation.

Production de coton

Des pays d'Afrique de l'Ouest tels que le Nigeria, le Bénin et le Burkina Faso figurent parmi les principaux producteurs de coton. Ensemble, ils génèrent chaque année des centaines de milliers de tonnes métriques, constituant ainsi la base en matières premières d'un écosystème textile régional.

Cependant, une grande partie de ce coton est exportée à l'état brut, laissant de côté une importante création de valeur. Des investissements

stratégiques dans l'égrenage local, le contrôle qualité et les modèles agricoles coopératifs pourraient considérablement améliorer les rendements, réduire les pertes post-récolte et garantir un approvisionnement régulier aux installations de transformation en aval.

Filature et tissage

Les étapes intermédiaires de la chaîne de valeur, notamment la filature, le tissage et la finition des tissus, ont historiquement été limitées à quelques pays d'Afrique du Nord et de l'Est.

Les investissements dans des filatures modernes, les technologies de tissage et les installations de teinture sont essentiels pour transformer le coton brut en tissus de haute qualité adaptés aux marchés nationaux et régionaux.

La libéralisation tarifaire et l'accès transfrontalier aux marchés dans le cadre de la ZLECAF créent des mesures incitatives afin d'implanter ces installations intermédiaires dans des pays disposant d'une énergie fiable, d'infrastructures industrielles adéquates et d'une main-d'œuvre qualifiée.

Fabrication de vêtements

Le segment de la confection est concentré dans des pays dont la capacité industrielle est encore émergente mais en croissance, notamment l'Éthiopie, le Kenya, l'Égypte et le Nigeria.

L'Éthiopie, par exemple, est devenue un pôle d'exportation de vêtements vers l'Union européenne grâce à des accords commerciaux préférentiels, en s'appuyant sur une main-d'œuvre à faible coût et des parcs industriels.



Le Kenya développe ses pôles textiles avec le soutien de zones économiques spéciales, tandis que l'Égypte bénéficie de zones industrielles et d'une connectivité logistique renforcée grâce au corridor du canal de Suez.

Les régions de Lagos et d'Aba au Nigeria disposent également de pôles de production vestimentaire bien établis.

L'expansion des capacités de fabrication dans ces différentes régions permettrait à l'Afrique de capter une plus grande part du marché mondial de l'habillement tout en répondant à la demande des consommateurs nationaux et continentaux.

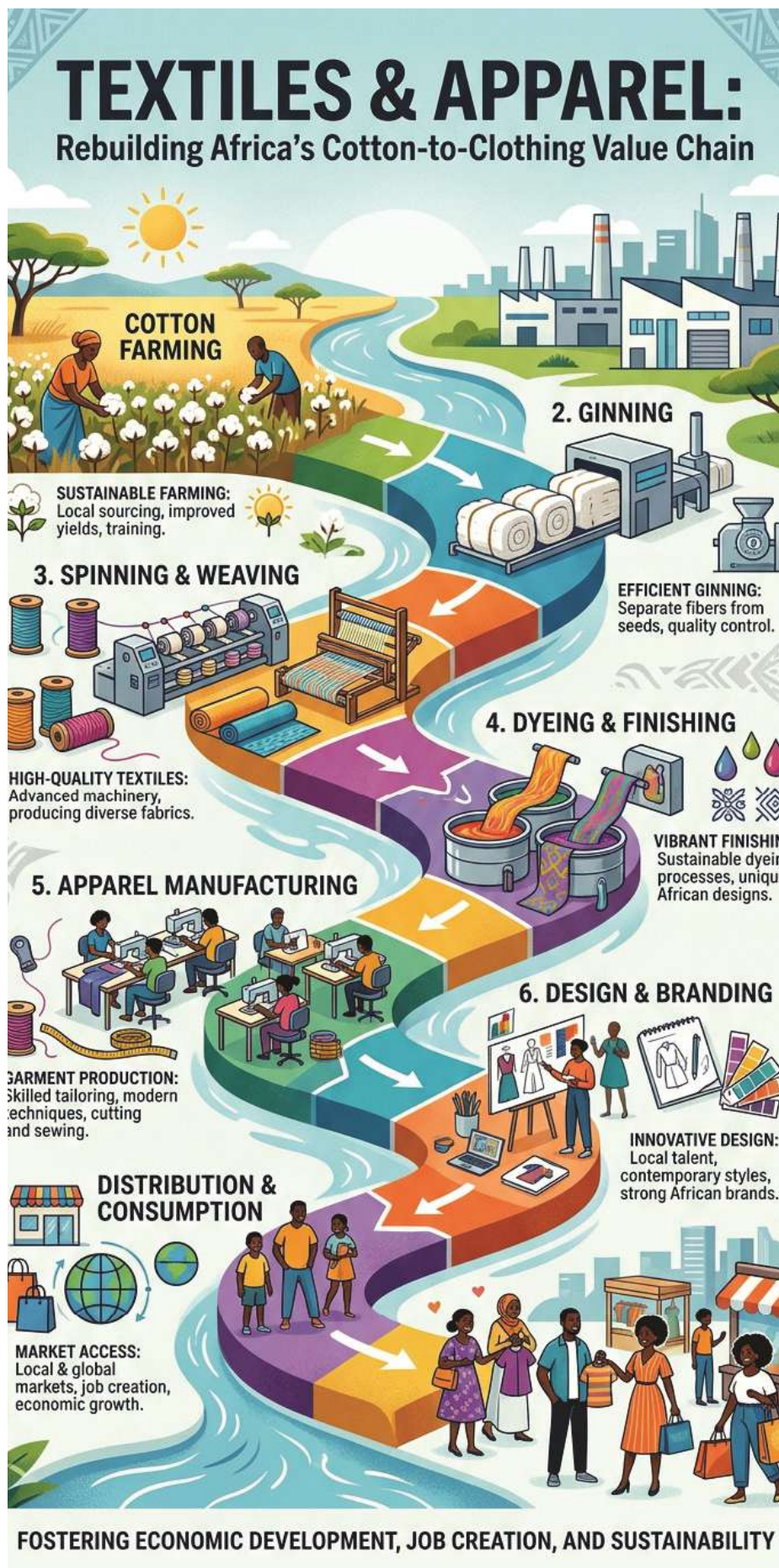
Marchés de détail et marchés de consommation

Le dernier maillon de la chaîne de valeur est le marché de détail. La classe moyenne africaine, qui devrait atteindre 1,1 milliard de personnes d'ici 2035, représente une base de consommateurs de plus en plus sophistiquée.

L'urbanisation et la hausse des revenus disponibles stimulent la demande de vêtements prêts-à-porter et de marques de mode.

En intégrant la production à la scalabilité du continent, les entreprises textiles africaines peuvent réduire leurs coûts, améliorer leur qualité et répondre aux diverses préférences des consommateurs tout en rivalisant avec les produits importés.

L'Afrique dispose de plusieurs atouts intrinsèques susceptibles d'accélérer la reconstruction d'un écosystème textile continental.



Abondance de matières premières:

Le continent produit du coton, de la laine et d'autres fibres, offrant ainsi une base d'approvisionnement locale fiable.

Main-d'œuvre jeune:

Avec plus de 60 % de sa population âgée de moins de 25 ans, l'Afrique dispose d'un vaste réservoir de travailleurs capables de soutenir l'expansion des activités industrielles.

Marché de consommation en expansion:

L'intégration du marché continental dans le cadre de la ZLECAF permet aux fabricants de vendre au-delà des frontières nationales sans les barrières tarifaires et réglementaires qui limitaient auparavant les échanges.

Proximité des marchés européens et du Moyen-Orient:

Les ports d'Afrique du Nord, l'accès atlantique de l'Afrique de l'Ouest et les corridors de l'océan indien en Afrique

de l'Est constituent des portes d'entrée stratégiques pour l'exportation de vêtements finis.

Principales contraintes

Malgré ces avantages, plusieurs défis doivent être relevés pour exploiter pleinement le potentiel du secteur africain du textile et de l'habillement.

Fiabilité de l'approvisionnement énergétique:

Les coupures fréquentes d'électricité et le coût élevé de l'énergie augmentent les coûts de production, réduisent l'efficacité et découragent les investissements industriels.

Les pays qui investissent dans les énergies renouvelables et des réseaux électriques stables, tels que le Maroc et la Namibie, émergent comme des pôles manufacturiers plus compétitifs.

Équipements obsolètes:

De nombreuses installations de filature, de tissage et de confection reposent encore sur des

équipements vieillissants. La modernisation est essentielle pour améliorer la qualité, réduire les déchets et renforcer la compétitivité face aux acteurs mondiaux.

Coûts logistiques:

Les coûts élevés du transport et l'inefficacité des procédures douanières augmentent le prix final des vêtements, affaiblissant ainsi le commerce régional. Les investissements dans la logistique transfrontalière, les infrastructures d'entreposage et la facilitation des échanges dans le cadre de la ZLECAF sont indispensables.

Normes de certification de la qualité:

L'incohérence des normes et des exigences de certification entre les pays entrave la circulation des produits finis.

Des cadres harmonisés de certification et d'assurance qualité permettront de renforcer l'approvisionnement régional et les exportations intra-africaines.



A large, cracked stone map of Africa is being held up by several people. The stone is light brown and has numerous cracks, giving it a fragmented appearance. The people are of various ages and are wearing casual clothing. In the foreground, there are several flags of African countries, including Ghana, Nigeria, and Ethiopia. The background shows a crowd of people and a cityscape under a blue sky with clouds.

CULTURE & SOCIÉTÉ

**CONSTRUIRE UNE AFRIQUE
GLOBALE EN EXPLOITANT
L'ÉCONOMIE DE LA DIASPORA DE
4 000 MILLIARDS DE DOLLARS**

Par Temwa Gondwe

Si Frantz Fanon, le révolutionnaire panafricaniste et penseur martiniquais, était encore en vie aujourd'hui, il aurait célébré son centenaire en juillet 2025.

Il est profondément symbolique qu'en cette année marquant son centenaire, nous nous soyons réunis à Alger, là où Fanon s'est engagé dans la lutte pour la libération, afin de célébrer la Journée de la Diaspora de l'Afrique Globale lors de la Foire Commerciale Intra-Africaine 2025 (IATF2025).

Jeune homme, Fanon quitta les Caraïbes pour se tenir aux côtés des Africains dans leur combat contre la domination coloniale.

Son message continue de résonner à travers le temps : les Africains doivent s'unir, où qu'ils soient, indépendamment de leurs croyances, de leur couleur, de leur genre ou de leurs convictions politiques. Ce message est aujourd'hui aussi urgent qu'il l'était dans les années 1950, car partout dans le monde, les personnes d'ascendance africaine continuent de faire face à la marginalisation, à la suspicion et aux inégalités systémiques.

Malgré notre poids démographique considérable et notre immense contribution à la civilisation, nous demeurons divisés et trop souvent définis par des récits qui ne sont pas les nôtres. La vie de Fanon nous rappelle que l'unité est possible lorsqu'il existe une volonté collective.

Aujourd'hui, le défi auquel nous sommes confrontés n'est pas seulement politique ou culturel ; il est fondamentalement économique. Pour y répondre, nous devons transformer la communauté africaine mondiale, sur le continent comme dans la diaspora, en puisant dans notre

ascendance commune, notre identité et notre destinée partagée afin de bâtir une puissance économique mondiale cohésive et autonome.

Telle est l'essence de l'Afrique Globale: un panafricanisme moderne fondé non seulement sur une identité commune, mais aussi sur les marchés, le capital et la propriété.

C'est un panafricanisme soutenu par l'économie — en donnant aux Africains du monde entier le pouvoir de contrôler les chaînes de valeur et les institutions qui façonnent notre destin. Il s'agit de construire des chaînes de valeur transrégionales résilientes.

Les chiffres racontent une histoire puissante de potentiel inexploité. La communauté de l'Afrique Globale, qui compte environ deux milliards de personnes et représente un PIB combiné d'environ 12 000 milliards de dollars américains (en parité de pouvoir d'achat), constitue un des plus grands blocs économiques encore sous-exploités au monde.

Si nous parvenons à intégrer cette économie fragmentée, nous pourrions libérer une opportunité sans précédent pour le commerce international, l'investissement et la prospérité partagée. Pourtant, ce potentiel est resté latent pendant trop longtemps. Notre fragmentation, héritée de siècles de division et de domination, nous a empêché d'exploiter cette force collective.

L'exploiter permettra d'atteindre une véritable souveraineté économique, ouvrant ainsi un nouveau chapitre du panafricanisme qui nous reconnectera par le commerce, l'investissement et les échanges culturels.

Prenons l'exemple du sport. Les

personnes d'ascendance africaine dominent le sprint, le football, les courses d'endurance et bien d'autres disciplines. Pourtant, les véritables retombées économiques de leur excellence profitent souvent à d'autres. Nos communautés fournissent l'effort ; d'autres en récoltent les bénéfices.

Ce schéma se répète dans de nombreux secteurs — des matières premières à l'industrie manufacturière, de la musique au cinéma. Le problème n'est pas un manque de talent ou de créativité ; c'est l'absence de contrôle sur les marchés et les circuits de distribution.

C'est pourquoi la discussion actuelle sur la valeur stratégique de l'économie de l'Afrique Globale est si importante. Si l'Afrique Globale doit passer du discours à la réalité, nous devons l'institutionnaliser.

La Commission proposée pour l'Afrique Globale vise précisément cet objectif : bâtir les mécanismes de gouvernance, les réseaux et les instruments financiers qui donneront cohérence et pérennité à notre vision économique commune, tout en renforçant notre voix et notre influence à l'échelle mondiale.

Cette commission contribuera à formaliser les efforts dans les domaines du commerce, de la culture, de l'éducation et de la créativité au sein de cette alliance en pleine croissance.

Au-delà de nos liens économiques, nous devons également exploiter le pouvoir d'influence de nos peuples. Les Championnats d'Afrique d'athlétisme proposés, ainsi qu'une Unity Cup élargie célébrant les liens afro-caribéens et rapprochant les nations africaines et caribéennes, ne sont pas de simples événements sportifs. Ils constituent

des leviers stratégiques d'intégration économique, des plateformes pour de nouvelles industries, pour le rayonnement des marques et pour des opportunités commerciales génératrices de valeur pour nos athlètes et nos communautés. Ces compétitions renforceront les liens et créeront des opportunités pour la jeunesse.

Le message de l'IATF2025 à Alger était sans équivoque : l'ère de la fragmentation doit prendre fin. L'avenir de l'Afrique Globale dépend de notre détermination à produire au sein de nos communautés, à commercer entre nous et à être fiers de consommer ce que nous produisons.

Seuls nous-mêmes pouvons construire un avenir solide et sûr, enraciné dans l'unité et la souveraineté, tout en assumant pleinement notre identité cosmopolite mondiale.

Nous devons mobiliser les investissements, tirer parti des financements issus des transferts de fonds de la diaspora, promouvoir le partage des compétences et des connaissances, soutenir le développement des industries culturelles et accélérer l'intégration transfrontalière.

L'IATF demeure un témoignage vivant de cette vision : un espace où l'Afrique et sa diaspora se rencontrent, commercent et bâtissent une prospérité partagée. Cette foire biennale, qui constitue le principal événement commercial et d'investissement du continent, continue de jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de l'accès à l'information sur les opportunités commerciales et d'investissement à travers l'Afrique Globale.

Nous devons capitaliser sur ces avantages découlant de l'interconnexion des chaînes de valeur africaines à tra-

vers le monde. Les fondations ont été posées ; la prochaine étape consiste à poursuivre en connaissance de cause la construction de cet édifice, à exploiter pleinement notre potentiel économique et à faire enfin de l'Afrique Globale non plus seulement un rêve de nos ancêtres, mais une réalité pour les générations futures.

Temwa Gondwe est Directeur, Créatifs et Diaspora, Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank).

Cet éditorial d'opinion a été publié pour la première fois par Project Syndicate.





L'AVENIR DE L'ÉNERGIE EN AFRIQUE

Par Frank Uzuegbunam

Le Nigéria se positionne au cœur de l'avenir énergétique de l'Afrique lors du NIES 2026

Le Nigéria se positionne au centre de l'avenir énergétique de l'Afrique à travers le Nigeria International Energy Summit (NIES 2026). La 9^e édition du sommet s'est tenue du 2 au 5 février 2026 à Abuja, réunissant des dirigeants mondiaux de l'énergie, des décideurs politiques, des investisseurs et des innovateurs technologiques afin d'examiner l'avenir du secteur énergétique au Nigéria et à travers l'Afrique.

Organisé au State House Presidential Banquet Hall et au Bola Ahmed Tinubu International Conference Centre, sous le haut patronage de son Excellence Monsieur le Président, le sommet a renforcé l'ambition du Nigéria de devenir un centre stratégique du paysage énergétique africain.

Aujourd'hui considéré comme l'une des principales plateformes énergétiques du continent, le NIES rassemble des responsables gouvernementaux, des régulateurs, des compagnies pétrolières et gazières, des financiers ainsi que des prestataires de services.

L'édition 2026 a accueilli plus de 5000 participants autour du thème: "L'énergie pour la paix et la prospérité: sécuriser notre avenir commun."

Le NIES 2026 avait pour objectif de promouvoir un dialogue stratégique sur la manière dont le Nigeria et l'Afrique peuvent exploiter leurs abondantes ressources énergétiques afin d'accélérer la croissance économique, réduire la pauvreté énergétique et faire progresser le développement durable.

Le sommet a accordé une priorité aux

investissements dans les secteurs du pétrole, du gaz et des énergies renouvelables, au renforcement de la coopération régionale ainsi qu'à l'adoption de technologies et d'innovations destinées à améliorer l'efficacité et à consolider les systèmes énergétiques africains en pleine évolution.

Le NIES 2026 a proposé un programme dense de quatre jours comprenant des dialogues ministériels, des tables rondes de dirigeants, des forums d'investissement et des sessions techniques. Les discussions ont porté sur les réformes politiques, les tendances du marché et le financement des grandes infrastructures énergétiques.

Deux thèmes ont dominé les débats : le renforcement du contenu local afin d'autonomiser les entreprises nationales et l'avancement de la coopération régionale dans le secteur gazier grâce à des gazoducs transfrontaliers et à des marchés intégrés.

Une cérémonie d'ouverture qui fixe le cap stratégique. Le sommet s'est ouvert par une cérémonie officielle au State House Banquet Hall à Abuja, en présence de hauts responsables du gouvernement nigérian, de dignitaires étrangers et de leaders de l'industrie.

Cette session a donné le ton stratégique des quatre jours de rencontre, en mettant l'accent sur le rôle central de l'énergie dans la transformation économique du Nigeria et dans la quête plus large de croissance durable de l'Afrique.

En prononçant le discours d'ouverture au nom du Président Bola Ahmed Tinubu, le Vice-Président Kashim Shettima a décliné la vision de l'administration pour l'avenir énergétique du Nigeria, soulignant

que l'énergie doit demeurer au cœur de la stabilité économique, de l'expansion industrielle et de la coopération internationale. "L'énergie doit unir les communautés, stabiliser les économies et garantir l'avenir. Elle doit alimenter les usines, éclairer les foyers, stimuler l'innovation et bâtir la confiance entre le gouvernement, les investisseurs et les citoyens", a déclaré le Président Tinubu.

Le Président a réaffirmé l'engagement du Nigeria à travailler avec les pays africains, les partenaires mondiaux et les investisseurs privés afin de fournir une énergie sûre, abordable, plus propre et inclusive.

Le Président Adama Barrow de la Gambie a également souligné l'importance de la coopération régionale, notant que les politiques du Nigeria « ont des implications qui vont bien au-delà de ses frontières » et que des partenariats plus solides entre les nations africaines seront essentiels pour atteindre une sécurité énergétique durable à long terme.

Représentant les producteurs locaux, le président de l'IPPG, Adegbite Falade, a déclaré: "L'avenir énergétique du Nigeria doit être défini par l'autosuffisance, la compétitivité et la collaboration, tout en apportant des bénéfices durables à tous les Nigériens."

L'évolution de la stratégie énergétique du Nigeria

La stratégie énergétique nationale du Nigeria a occupé une place importante tout au long du sommet, les responsables gouvernementaux réaffirmant que le pétrole et le gaz continueront de jouer un rôle central dans l'architecture économique du pays à moyen terme, même si le Nigeria

Image 1: Son Excellence le Vice-Président Kashim Shettima, GCON, représentant Son Excellence le Président Bola Tinubu, GCFR, entouré de Son Excellence Adama Barrow, Président de la Gambie, de M. Domingo Mba Esono, représentant Son Excellence Teodoro Mbasogo, Président de la Guinée Équatoriale, des Ministres d'État aux Ressources Pétrolières (Pétrole et Gaz), du Sénateur Heineken Lokpobiri, de l'Hon. Ekperikpe Ekpo, des ministres des pays membres de l'APPO, des responsables des organisations internationales de l'énergie et des sponsors Platine du NIES 2026 lors de la cérémonie d'ouverture de la 9^e édition du Sommet International Nigérian de l'Énergie (NIES 2026), tenue au State House Banquet Hall, à Abuja.



Image 2: Dr James Shindi, CEO de Brevity Anderson et Directeur de Projet du NIES, entouré de Son Excellence Adama Barrow, Président de la Gambie (à gauche), et de Son Excellence le Vice-Président Kashim Shettima, GCON (à droite), lors de leur visite de l'exposition numérique de la 9^e édition du Sommet International Nigérian de l'Énergie (NIES 2026), tenue au State House Banquet Hall, Presidential Villa, Abuja.

Image 3: Son Excellence le Vice-Président Kashim Shettima, GCON, représentant Son Excellence le Président Bola Tinubu, GCFR, entouré de Son Excellence Adama Barrow, Président de la Gambie (à gauche), et de M. Domingo Mba Esono (à droite), représentant Son Excellence Teodoro Mbasogo, Président de la Guinée Équatoriale, lors de la cérémonie d'ouverture de la 9^e édition du Sommet International Nigérian de l'Énergie (NIES 2026), tenue au State House Banquet Hall, Presidential Villa, Abuja.

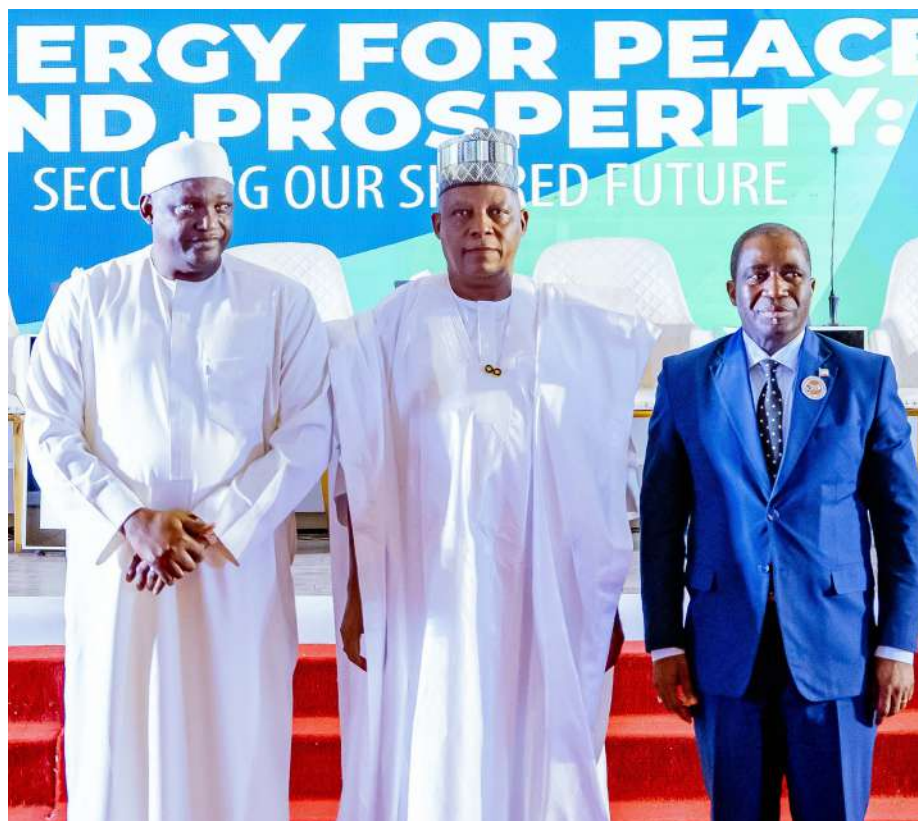


Image 4: Le Directeur Général du Groupe Nembe Exploration and Production Company Limited, l'Ingénieur Victor Okoronkwo ; le Directeur Général de la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC), Mme Oritsemeyiwa Eyesan ; le Directeur Général du Groupe Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC Ltd), l'Ingénieur Bayo Ojulari ; ainsi que le Président de la Nigerian Gas Association (NGA), M. Akachukwu Nwokedi, lors de la cérémonie d'ouverture de la 9^e édition du Sommet International Nigérian de l'Énergie tenue récemment à Abuja.



Image 5: Le Directeur Général du Groupe Nigerian National Petroleum Company Limited, l'Ingénieur Bayo Ojulari (à gauche), avec l'animatrice d'Arise TV, Vimbai Mutinhiri, lors d'une conversation autour du feu avec le DG de la NNPC au cours de la 9^e édition du Sommet International Nigérian de l'Énergie tenue récemment à Abuja.

Image 6: Un groupe de participants lors de la cérémonie d'ouverture de la 9^e édition du Sommet International Nigérian de l'Énergie (NIES 2026), tenue au State House Banquet Hall, Presidential Villa, Abuja.



diversifie progressivement son mix énergétique.

Dans son discours sur l'état de l'industrie, le Ministre d'État aux Ressources Pétrolières (Pétrole), le Sénateur Heineken Lokpobiri, a souligné l'importance de la collaboration entre les opérateurs internationaux et les entreprises locales afin de renforcer l'efficacité et la compétitivité du secteur.

Selon Lokpobiri: "Le Nigeria est suffisamment vaste pour permettre la coexistence des sociétés EPC et des entreprises locales. Les projets offshore complexes nécessitent toujours une expertise EPC, tandis que la collaboration peut contribuer à réduire les coûts et à améliorer la compétitivité."

Les ressources en hydrocarbures du Nigeria demeurent un moteur essentiel de la croissance industrielle, des recettes fiscales et des revenus d'exportation. Dans le même temps, le gaz naturel a été régulièrement présenté comme un carburant stratégique de transition capable de soutenir la production d'électricité, l'expansion industrielle et le commerce régional de l'énergie.

Dans son discours sur l'état de l'industrie, le Ministre d'État aux Ressources Pétrolières (Gaz), l'Hon. Ekperikpe Ekpo, a souligné le rôle central du gaz dans la stratégie de développement du Nigeria. Comme il l'a déclaré: "La véritable valeur de nos ressources gazières ne réside pas uniquement dans les réserves, mais dans les mégawatts livrés aux foyers et aux industries, les emplois créés, les devises générées et la paix rendue possible grâce à l'accès à une énergie propre et fiable."

Ekpo a ajouté que le gaz naturel occupe une position essentielle dans le Plan de Transition Énergétique du Nigeria, servant à la fois de carburant de transition et de matière première industrielle capable de stimuler la diversification économique. Lors de sa présentation, la Directrice Générale de la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC), Oritsemeyiwa Eyesan, a insisté sur l'importance d'une coordination réglementaire renforcée à travers l'Afrique.

Eyesan a déclaré que: "Notre richesse énergétique et minérale peut soit rester fragmentée, laissant chaque nation lutter seule, soit servir de fondement à une nouvelle ère de prospérité continentale. La différence entre ces deux avenir réside dans l'unité."

De même, le Directeur Général de la Nigerian Midstream and Downstream Petroleum Regulatory Authority (NMDPRA), l'Ingénieur Saidu Mohammed, a souligné l'impact des récentes réformes sectorielles, affirmant que: "L'aval pétrolier du Nigeria connaît une renaissance irréversible portée par la mise en œuvre du Petroleum Industry Act (PIA) et par de nouveaux investissements tout au long de la chaîne de valeur."

Tout au long des discussions, les participants ont insisté sur la nécessité d'étendre les infrastructures gazières, de renforcer la chaîne de valeur gaz-électricité, d'augmenter les capacités nationales de raffinage et d'encourager l'exploration amont grâce à des cadres réglementaires stables.

Perspectives d'investissement et de l'industrie

L'investissement est demeuré un thème central du sommet, les diri-

geants du secteur soulignant l'importance des vastes ressources du Nigeria et de la croissance de sa demande intérieure, facteurs qui le positionnent parmi les destinations d'investissement énergétique les plus attractives d'Afrique.

Lors d'une discussion informelle, le Directeur Général du Groupe Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC), l'Ingénieur Bayo Ojulari, a souligné l'importance de réformes soutenues et de partenariats stratégiques pour attirer les capitaux mondiaux.

"Le secteur énergétique nigérian entre dans une nouvelle ère de transformation portée par les réformes politiques, les partenariats stratégiques et un regain de confiance des investisseurs. Notre objectif à la NNPC est de libérer de la valeur sur l'ensemble de la chaîne énergétique tout en positionnant le Nigeria comme un fournisseur énergétique fiable pour l'Afrique et le marché mondial", a déclaré Ojulari.

Le développement de l'amont pétrolier et gazier en amont demeure une opportunité majeure, soutenue par l'amélioration des cadres fiscaux dans le cadre du Petroleum Industry Act (PIA). L'expansion des infrastructures gazières, notamment les gazoducs et les installations de traitement, ainsi que la production d'électricité, les énergies renouvelables et les technologies émergentes telles que la capture du carbone et l'hydrogène, présentent également un potentiel d'investissement considérable.

Coopération régionale et intégration

L'un des thèmes centraux du NIES 2026 a été la nécessité d'une coopération régionale plus profonde entre les marchés énergétiques afri-

cains. Malgré l'abondance des ressources, notamment le pétrole, le gaz, le solaire et l'hydroélectricité, le continent continue de faire face à d'importants déficits énergétiques.

Les participants ont souligné qu'une intégration transfrontalière plus forte pourrait améliorer l'accès à l'énergie, les gazoducs régionaux permettant l'approvisionnement des marchés voisins et l'extension des interconnexions électriques permettant aux pays de partager leurs capacités de production.

Les discussions ont également mis en évidence l'importance d'harmoniser les cadres réglementaires et de renforcer les institutions régionales.

Les participants ont estimé qu'une coordination accrue renforcerait la confiance des investisseurs, accélérerait le développement des infrastructures à grande échelle et améliorerait la position collective de l'Afrique sur les marchés mondiaux de l'énergie.

Technologie, innovation et contenu local

Le segment exposition du sommet a présenté un large éventail de technologies façonnant l'avenir de l'industrie énergétique. Les entreprises ont notamment présenté des innovations dans les systèmes numériques pour champs pétroliers ainsi que des applications de l'intelligence artificielle pour la gestion des réservoirs.





Medland Hospital Provides More than **HEALTHCARE**

Experience the fusion of
medical expertise, compassion,
and hospitality that sets us apart.

Located in the heart of Lusaka, Zambia,
Medland Hospital provides patient
centered-care in a environment where
safety, comfort, convenience, compassion,
and medical ethics come together.

www.medlandhospital.com



G. M. Ibru & Co.

SOLICITORS & ARBITRATORS

Trusted Legal Partners for Complex Business Solutions

Established in 1968, G. M. Ibru & Co. is a distinguished Nigerian law firm with a long-standing reputation for delivering strategic, commercially focused legal services. With over two centuries of combined professional experience, the firm provides comprehensive advisory and representation across a wide spectrum of legal practice areas.

From its offices in Lagos—within the Sheraton Lagos Hotel (Ikeja) and Federal Palace Hotel (Victoria Island)—and a representative presence in Abuja, the firm is well-positioned to serve both local and international clients operating in Nigeria's dynamic business environment.



COMPREHENSIVE LEGAL EXPERTISE

The firm offers tailored legal solutions in key practice areas, including:

- Commercial & Corporate Law
- Banking & Finance
- Labour & Employment Law
- Property & Real Estate
- Maritime Law
- Intellectual Property
- Environmental Law
- Media & Libel
- Alternative Dispute Resolution



STRATEGIC BUSINESS ADVISORY

G. M. Ibru & Co. is particularly noted for its role in:

- ✓ Structuring joint ventures and strategic alliances
- ✓ Drafting and negotiating commercial contracts
- ✓ Preparing management agreements and memoranda of understanding
- ✓ Advising on regulatory and compliance matters

Clients rely on the firm not only for legal representation but also for pragmatic business insight that aligns legal strategy with commercial objectives.



EXPERIENCED LITIGATION & DISPUTE RESOLUTION

The firm's litigation team—comprising seasoned partners and associates with an average of over two decades of experience—has successfully represented clients across Nigeria's High Courts and appellate courts.

Whether in courtroom advocacy or alternative dispute resolution proceedings, the firm is committed to achieving efficient and effective outcomes.



WHY CHOOSE G. M. IBRU & CO.?

- ✓ Over 50 years of proven legal excellence
- ✓ Strong commercial orientation and industry insight
- ✓ Experienced, responsive, and client-focused legal team
- ✓ Nationwide presence with international outlook

YOUR LEGAL PARTNER IN GROWTH

In an evolving business landscape, G. M. Ibru & Co. stands as a reliable partner for organizations seeking clarity, protection, and strategic advantage through expert legal counsel.

**Engage a firm that understands
both law and business.**

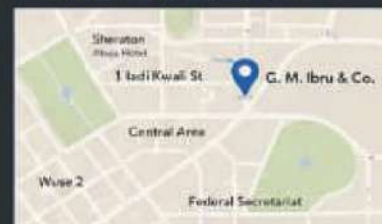


Suite 184 Sheraton Abuja Hotel,
1 Iadi Kwali St, Abuja,
Federal Capital Territory



94612000

MAP OF G.M. IBRU & CO.



LAGOS (IKEJA)

LAGOS (VICTORIA ISLAND)

ABUJA

www.gmibruco.com



AFRIQUE ENTRE FEU ET OPPORTUNITÉ

Comment le conflit États-Unis–Israël–
Iran redessine les économies africaines,
les marchés et les alliances mondiales

Par Anayo Ude

Atravers les capitales africaines, de Lagos à Nairobi, du Caire à Johannesburg, les effets de l'escalade du conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran ne sont plus de lointaines abstractions géopolitiques.

Ils se manifestent par de longues files d'attente dans les stations-service, la hausse des tarifs de transport, l'inflation alimentaire, la chute des devises et l'inquiétude des marchés financiers. Pour des millions d'Africains, la guerre se vit non pas à travers les échanges de missiles au Moyen-Orient, mais à travers le prix du pain, du carburant, des engrais, de l'électricité et des biens importés.

Parallèlement, cette crise accélère une restructuration plus large de l'ordre économique mondial — de plus en plus façonné par la rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine, l'affaiblissement des institutions multilatérales et le retour du nationalisme économique.

Le récent sommet entre Donald Trump et Xi Jinping à Pékin a mis en évidence cette transition. Bien que les deux dirigeants aient affiché un calme diplomatique, la rencontre s'est conclue avec peu de percées concrètes. Les analystes l'ont qualifiée de « sommet de l'impasse », reflet d'un monde qui passe progressivement de la coopération à une rivalité maîtrisée.

Pour l'Afrique, cette fragmentation mondiale émergente pourrait devenir l'un des principaux tests économiques de la décennie.

La guerre que les Africains ressentent à la pompe

L'impact le plus immédiat du conflit a été ressenti sur les marchés de

l'énergie. Les craintes de perturbations autour du détroit d'Ormuz — par lequel transite une part considérable du pétrole mondial — ont provoqué une forte volatilité des prix de l'énergie. Les économies africaines, dont beaucoup dépendent fortement des produits pétroliers raffinés importés, ont ressenti cette pression presque instantanément. En Somalie, la hausse des coûts du carburant aurait contraint de nombreux conducteurs de tuk-tuk à cesser leurs activités, affectant les moyens de subsistance et la mobilité urbaine quotidienne.

En Afrique du Sud, les automobilistes se sont précipités dans les stations-service face à la perspective d'une nouvelle hausse des prix, tandis que les gouvernements peinaient à protéger les consommateurs contre l'augmentation des cours mondiaux.

Une comparaison des prix du carburant à la scalabilité continentale, largement relayée cette année par les médias africains, a révélé d'importantes disparités en matière d'accessibilité énergétique, plusieurs économies fragiles faisant face à certains des coûts de carburant ajustés au transport les plus élevés au monde.

Pour le citoyen ordinaire, les conséquences dépassent largement le cadre du transport. Lorsque les prix du carburant augmentent : les denrées alimentaires deviennent plus coûteuses ; les coûts de l'électricité augmentent ; les tarifs des transports publics grimpent ; l'activité manufacturière ralentit ; et l'inflation se propage rapidement à l'ensemble de l'économie.

“Chaque fois que les cours du pétrole augmentent, beaucoup d'autres prix s'ajustent également”, a récemment

observé l'analyste économique Bertha Chikadza en évoquant les perspectives inflationnistes de l'Afrique.

Selon la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), la guerre constitue une menace sérieuse et immédiate pour les économies africaines en raison de la hausse des prix de l'énergie, des perturbations des chaînes d'approvisionnement, des pressions inflationnistes, de l'affaiblissement des monnaies et de la baisse de la confiance commerciale. L'institution estime qu'une approche axée sur la limitation de la crise et la protection économique est plus appropriée qu'une réponse purement diplomatique.

La Banque soutient que l'Afrique est particulièrement vulnérable parce que de nombreux pays dépendent fortement des importations de carburant, d'engrais, de blé, de produits pharmaceutiques et des routes maritimes liées à la région du Golfe et au détroit d'Ormuz.

L'intervention la plus concrète d'Afreximbank a peut-être été le lancement d'un Programme de Réponse à la Crise du Golfe (GCRP) de 10 milliards de dollars américains, annoncé en avril 2026. Selon la Banque, ce programme vise à : “protéger les économies africaines et caribéennes contre les chocs provoqués par la guerre”.

La Banque africaine de développement a également averti que, malgré des prévisions de croissance encourageantes, les chocs externes liés aux tensions au Moyen-Orient demeurent des menaces majeures pour la stabilité économique du continent.

Gagnants, perdants et illusion de la richesse pétrolière

Paradoxalement, tous les pays africains ne subissent pas les mêmes pertes. Les exportateurs de pétrole tels que le Nigeria, l'Angola et l'Algérie ont bénéficié temporairement de la hausse des cours du brut.

Cependant, ces gains s'accompagnent également de complications. La plupart des producteurs africains de pétrole continuent d'importer des produits pétroliers raffinés, ce qui signifie que l'augmentation des revenus pétroliers ne se traduit pas toujours par une baisse des prix du carburant sur le marché intérieur.

En outre, les gouvernements font souvent face à une pression renouvelée pour accroître les subventions, stabiliser les monnaies et absorber les chocs inflationnistes.

L'industriel nigérian Aliko Dangote a récemment averti que la hausse des cours du pétrole menaçait de : "dévaster les compagnies aériennes africaines et les agriculteurs", soulignant à quel point les chocs énergétiques se propagent rapidement à l'ensemble des économies. Dangote a également affirmé que : "la sécurité énergétique n'est plus une option, mais le fondement même de la stabilité économique". Ce message devient de plus en plus urgent à travers le continent.

La crise a révélé une faiblesse structurelle de longue date : l'Afrique produit des matières premières mais demeure dangereusement dépendante des biens industriels et de consommation importés.

Des chaînes d'approvisionnement sous pression

Le conflit perturbe également les systèmes mondiaux de trans-

port maritime et de logistique. Les primes d'assurance sur les cargaisons transitant par des corridors maritimes stratégiques ont fortement augmenté. Les itinéraires maritimes deviennent plus longs et plus coûteux. Les retards portuaires affectent les chaînes mondiales de production.

L'Afrique, fortement dépendante des importations en provenance d'Asie, d'Europe et du Golfe, est particulièrement vulnérable. Les manufacturiers du continent sont désormais confrontés à :

- des retards dans l'approvisionne-



ment en intrants industriels;

- l'augmentation des coûts de fret ;
- des pénuries de machines et de composants;
- une pression accrue sur des monnaies déjà fragiles.

Les pays ayant de fortes ambitions industrielles — notamment l'Égypte, le Maroc, le Kenya, l'Afrique du Sud et le Nigeria — sont particulièrement exposés à ces perturbations.

Dans les ports africains, la congestion et les retards d'expédition sont désormais considérés non plus seulement comme des problèmes d'infrastructure, mais comme de véritables vulnérabilités économiques stratégiques.

Trump, Xi et le nouvel échiquier économique mondial

Alors que la guerre au Moyen-Orient s'intensifie, un autre drame géopolitique se joue discrètement mais de manière décisive : la reconfiguration des relations entre les États-Unis et la Chine.

Le sommet Trump-Xi à Pékin a révélé à quel point l'économie mondiale et la géopolitique sont désormais étroitement liées. Bien que les deux dirigeants aient promis une « stabilité stratégique », le sommet a débouché sur peu d'accords substantiels concernant les droits de douane, les barrières commerciales, Taïwan, les terres rares ou les restrictions technologiques.

Pourtant, derrière ce symbole diplomatique se cache une réalité profonde. Washington cherche de plus en plus à réduire sa dépendance aux chaînes d'approvisionnement chinoises. Pékin, de son côté, cherche à renforcer sa résilience face aux sanctions occidentales et aux pressions géopolitiques.

Le résultat est un monde qui évolue vers :

- des blocs commerciaux régionaux;
- un protectionnisme stratégique;
- un nationalisme des chaînes d'approvisionnement;
- des partenariats commerciaux fondés sur des alignements politiques.

Pour l'Afrique, cela représente à la fois un danger et une opportunité. Un danger, car les économies les plus faibles risquent d'être marginalisées dans une économie mondiale fragmentée.

Une opportunité, car les grandes puissances recherchent désormais :

- des centres de production alternatifs ;
- des fournisseurs stratégiques de minerais ;
- de nouveaux corridors logistiques;
- des partenaires énergétiques diversifiés.

L'Afrique possède de nombreuses ressources essentielles à l'économie mondiale de demain : cobalt, lithium, manganèse, cuivre, terres rares, ainsi qu'un immense potentiel en énergies renouvelables. La question est de savoir si les pays africains pourront négocier à partir d'une position de force collective plutôt que de dépendances fragmentées.

La crise du multilatéralisme

Le conflit accélère également une

crise plus profonde au sein d'institutions multilatérales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce et les Nations Unies.

De plus en plus, les grandes puissances contournent les mécanismes traditionnels de consensus mondial au profit de sanctions unilatérales, de tarifs stratégiques et d'alliances géopolitiques.

Le système commercial fondé sur des règles, sur lequel de nombreuses économies en développement s'appuyaient, s'affaiblit.

Les dirigeants africains se montrent de plus en plus critiques face à ce déséquilibre. Lors de récents forums économiques continentaux, ils ont insisté sur la nécessité pour l'Afrique de dépasser son rôle de simple économie d'extraction.

Le Président nigérian Bola Ahmed Tinubu a déclaré : "Nous ne voulons pas de récupérateurs. Nous ne voulons pas d'extracteurs. Nous voulons des partenaires qui ajoutent de la valeur."

Cette déclaration reflète la frustration croissante de l'Afrique face à des décennies de participation inégale aux systèmes commerciaux mondiaux.

À mesure que l'autorité des institutions mondiales s'affaiblit, l'Afrique est de plus en plus poussée à renforcer ses propres structures régionales.

Ce que l'Afrique devrait faire à présent:

Accélérer la mise en oeuvre de la ZLECAF

Investir dans la souveraineté énergétique

Prioriser la sécurité alimentaire

Raffermir la coopération financière régionale

Négocier stratégiquement dans la rivalité entre les États-Unis et la Chine.



A man in a dark suit and glasses is seen from the back, looking towards a modern city skyline at sunset. A large green flag with a white map of Africa and yellow stars is flying on a tall pole. In the foreground, a book titled 'SOVEREIGN WEALTH STRATEGY FOR AFRICA' is visible. The building in the background is labeled 'AFRICAN SOVEREIGN WEALTH FUND'.

CAPITAL

LE CAPITAL AFRICAIN POUR LA CROISSANCE: CONSTRUIRE UNE RICHESSE SOUVERAINE

Par Zainab Bello

SOVEREIGN WEALTH
STRATEGY FOR AFRICA
BUILDING WEALTH-DRIVING FUTURES

J'ai passé des années à observer l'histoire économique de l'Afrique sous de multiples angles — des marchés animés d'Aba et de Lagos aux discussions stratégiques dans les salles de conseil et les conférences sur le développement.

À travers le continent, une vérité continue de s'imposer clairement à moi : l'Afrique n'est pas pauvre en ressources, en talents, en énergie ou en ambition. Ce qui lui a historiquement fait défaut, c'est l'accumulation structurée et le déploiement stratégique du capital souverain.

Aujourd'hui, cependant, une nouvelle possibilité émerge. Alors que le pouvoir économique mondial se déplace progressivement vers les régions émergentes, l'Afrique a l'opportunité de repenser la richesse au-delà des exportations de matières premières et de la dépendance à l'aide étrangère.

Le continent a désormais la possibilité de bâtir des systèmes de richesse souveraine capables de financer l'industrialisation, les infrastructures, l'innovation, la transition énergétique, la manufacture, la sécurité alimentaire et la prospérité intergénérationnelle.

Pour moi, cette conversation n'est plus théorique. Elle est urgente. L'avenir de l'Afrique dépendra non seulement de la quantité de richesse générée, mais aussi de la quantité de richesse conservée, gérée, investie, protégée et multipliée pour les générations futures.

La puissance financière inexploitée de l'Afrique

L'Afrique possède certains des actifs économiques les plus précieux du monde:

Plus de 30 % des réserves minérales mondiales

La population la plus jeune au monde

Un immense potentiel agricole

Des marchés urbains en expansion

Des économies numériques en pleine croissance

Des corridors maritimes et logistiques stratégiques

Un potentiel massif en énergies renouvelables

Pourtant, malgré ces avantages, une grande partie de la richesse du continent continue de quitter l'Afrique sous forme brute ou sous-évaluée. Le pétrole est exporté sans être raffiné. Les minerais quittent le continent sans être transformés. Les produits agricoles sont exportés avec une valeur ajoutée minimale. Les industries créatives africaines se développent souvent à l'échelle mondiale sans structures de propriété africaines.

Le résultat est que l'Afrique crée de la valeur mais ne capte qu'une fraction de la richesse à long terme générée par cette valeur. C'est pourquoi la richesse souveraine est si importante. La richesse souveraine ne consiste pas simplement à disposer d'argent dans des comptes de réserve. Elle consiste à construire une capacité nationale et continentale d'investissement à même de façonner l'avenir de l'Afrique de manière indépendante.

Ce que signifie réellement la richesse souveraine

Dans de nombreux débats politiques, les fonds souverains sont souvent présentés comme de simples institutions financières techniques. Mais de mon point de vue, la richesse souveraine est bien plus que cela. C'est la patience stratégique. C'est une nation qui décide que des revenus temporaires tirés de

ses ressources doivent devenir une force nationale permanente.

Des pays tels que la Norvège, les Émirats arabes unis, Singapour, l'Arabie saoudite et le Qatar ont transformé les revenus de leurs ressources en portefeuilles mondiaux d'investissement à long terme, en systèmes d'infrastructures, en écosystèmes d'innovation et en résilience nationale.

L'Afrique peut faire de même — mais à sa manière. Notre stratégie de richesse souveraine doit aller au-delà des seuls revenus pétroliers. Elle doit inclure :

Les mines et les minerais critiques

L'agriculture et les systèmes alimentaires

Les technologies et plateformes numériques

Le capital d'investissement de la diaspora

Les fonds d'investissement dans les infrastructures

Les actifs liés aux énergies renouvelables

Le commerce maritime et la logistique

Les industries créatives et la propriété intellectuelle

Le modèle africain de richesse souveraine du futur devra être diversifié, porté par l'innovation et connecté à l'échelle continentale.

L'essor des fonds souverains africains

Plusieurs nations africaines ont déjà lancé d'importantes expérimentations en matière de développement de la richesse souveraine. Le Nigeria, l'Angola, le Botswana, la Libye, l'Égypte, le Rwanda, le Ghana et l'Algérie ont tous mis en place diverses formes de fonds souverains ou de structures d'investissement stratégiques.

La stratégie de gestion à long terme des revenus du diamant du Botswana demeure l'un des meilleurs exemples africains de conversion des ressources naturelles en stabilité financière nationale.

Le Rwanda a démontré comment des investissements stratégiques pilotés par l'État peuvent accélérer la transformation nationale même sans disposer d'immenses ressources naturelles. Pendant ce temps, les initiatives souveraines d'investissement du Nigeria continuent de montrer un potentiel dans les infrastructures, la santé, l'agriculture et les mécanismes de stabilisation.

Cependant, le principal défi continental demeure celui de la scalabilité. La plupart des fonds souverains africains restent relativement modestes comparés à leurs homologues mondiaux. Nombre d'entre eux sont également limités par l'instabilité politique, le poids de la dette, les faiblesses de gouvernance, la volatilité des devises et les pressions budgétaires à court terme. Malgré ces contraintes, les fondations sont en train d'être posées.

La diaspora africaine : l'actif souverain caché

Un des piliers les plus sous-estimés de la formation du capital africain est la diaspora africaine. Chaque année, les Africains vivant à l'étranger envoient des dizaines de milliards de dollars vers leurs pays d'origine sous forme de transferts de fonds. Dans plusieurs pays, ces flux dépassent même les investissements directs étrangers et l'aide au développement.

Mais je crois que la prochaine étape doit dépasser les simples transferts de fonds pour évoluer vers des éco-

systèmes structurés d'investissement de la diaspora. La diaspora africaine n'est pas seulement une source de lien émotionnel. C'est un réseau financier mondial. Médecins, ingénieurs, entrepreneurs, universitaires, créatifs, investisseurs, sportifs et technologues d'origine africaine participent déjà aux grandes industries mondiales.

Le défi consiste à créer des véhicules de confiance permettant au capital de la diaspora de contribuer au financement:

- des parcs industriels ;
- des programmes immobiliers;
- des infrastructures énergétiques;
- des startups technologiques;
- de la transformation agroalimentaire;
- des corridors logistiques;
- des institutions médiatiques et culturelles;
- des systèmes éducatifs.

C'est là que la pensée souveraine devient véritablement transformatrice. L'Afrique doit créer des mécanismes permettant à la richesse de la diaspora de devenir une composante de l'accumulation à long terme du capital continental.

Pourquoi l'Afrique doit investir en elle-même

Une question sur laquelle je continue de réfléchir est le degré de dépendance de nombreuses économies africaines envers les structures de financement externes. Les investissements étrangers sont importants. Les partenariats de développement comptent. Le commerce international reste essentiel. Mais l'Afrique ne peut pas externaliser indéfiniment son destin économique.

Les nations qui contrôlent leur avenir disposent généralement de sys-





tèmes solides de capital domestique. C'est pourquoi les fonds de pension, les fonds souverains, les banques de développement, les fonds d'assurance, les fonds d'infrastructures, les institutions d'export-import et les plateformes régionales d'investissement sont si importants.

L'Afrique doit financer de plus en plus: les routes africaines; les ports africains; les chemins de fer africains; les startups africaines; les médias africains; la manufacture africaine; l'innovation africaine.

Cette transition a déjà commencé. Des institutions telles qu'Afreximbank, la Banque africaine de développement, les institutions financières régionales et les écosystèmes émergents d'investissement privé contribuent à bâtir une architecture financière continentale capable de soutenir une croissance portée par l'Afrique. Mais une coordination beaucoup plus forte est nécessaire.

Les industries stratégiques du futur

Si l'Afrique veut construire une richesse souveraine significative, elle doit se positionner agressivement dans les secteurs qui façonneront la prochaine ère économique mondiale.

1. Les minerais critiques et les chaînes de valeur des batteries

L'Afrique détient d'importantes réserves de lithium, cobalt, manganèse, graphite et terres rares indispensables aux véhicules électriques et aux systèmes d'énergies renouvelables.

L'opportunité ne réside pas simplement dans l'extraction. L'opportunité réside dans la participation industrielle. L'Afrique doit évoluer vers le raffinage, l'assemblage de batteries, la

manufacture moderne et l'intégration aux chaînes d'approvisionnement.

2. Les énergies renouvelables

L'Afrique possède un potentiel extraordinaire en énergie solaire, hydraulique, éolienne et gazière. La richesse souveraine de demain pourrait provenir non seulement du pétrole, mais aussi des exportations d'électricité, de l'hydrogène vert, des systèmes de stockage d'énergie et des infrastructures énergétiques régionales.

3. L'agriculture et la transformation alimentaire

L'Afrique possède plus de la moitié des terres arables non cultivées du monde. La sécurité alimentaire deviendra l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle. Les pays capables de produire et de transformer des aliments à grande échelle disposeront d'un pouvoir stratégique considérable.

4. Les infrastructures numériques

L'économie numérique africaine continue de croître rapidement. La fintech, le commerce électronique, l'intelligence artificielle, les systèmes cloud, la banque mobile, les technologies éducatives et les systèmes d'identité numérique créent de nouvelles couches économiques. La prochaine génération de richesse souveraine africaine pourrait émerger en partie des écosystèmes numériques plutôt que des seules ressources naturelles.

5. Les industries créatives et culturelles

La musique, la mode, le cinéma, le sport, la gastronomie et les récits africains gagnent une influence mondiale croissante. Le défi désormais est celui

de la propriété. L'Afrique doit bâtir des systèmes plus solides de propriété intellectuelle, des infrastructures de distribution, des mécanismes de financement de la production et des institutions médiatiques continentales capables de conserver une plus grande part de la valeur économique créée par la créativité africaine.

Gouvernance: le fondement de la confiance souveraine

Aucune stratégie de richesse souveraine ne peut réussir sans la confiance du public. La transparence, la responsabilité, la discipline institutionnelle et la vision à long terme sont essentielles.

Le danger pour de nombreux pays riches en ressources est la tentation de privilégier les dépenses politiques à court terme au détriment des investissements stratégiques de long terme. Or, la richesse souveraine exige une discipline générationnelle. Une gouvernance tournée vers l'avenir implique :

des structures de supervision indépendantes;
des mandats d'investissement clairement définis;
des systèmes de reporting transparents;
des mécanismes anticorruption;
des stratégies d'épargne intergénérationnelle;
des cadres juridiques solides;
une gestion professionnelle des fonds.

Sans confiance, le capital s'enfuit. Avec la confiance, le capital se multiplie.

Construire un marché continental africain des capitaux

Je crois que le plus grand avantage à

long terme de l'Afrique pourrait finalement émerger de l'intégration continentale. La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) représente l'une des plus grandes opportunités d'intégration économique de l'histoire moderne. Si elle est correctement mise en œuvre, l'Afrique pourrait progressivement construire:

- des marchés de capitaux intégrés;
- des mécanismes transfrontaliers de financement des infrastructures;
- des systèmes logistiques continentaux;
- des corridors manufacturiers panafricains;
- des systèmes unifiés de paiement numérique;
- des bourses régionales;
- des écosystèmes partagés d'innovation.

Cela renforcerait considérablement le pouvoir de négociation de l'Afrique dans l'économie mondiale. Un continent fragmenté peine à accumuler une richesse stratégique. Un continent connecté devient une puissance économique.

“La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) représente l'une des plus grandes opportunités d'intégration économique de l'histoire moderne. Si elle est correctement mise en œuvre, l'Afrique pourrait progressivement construire : des marchés de capitaux intégrés, des mécanismes transfrontaliers de financement des infrastructures, des systèmes logistiques continentaux, des corridors manufacturiers panafricains, des systèmes unifiés de paiement numérique, des bourses régionales et des écosystèmes partagés d'innovation.”



Le changement psychologique que l'Afrique doit opérer

Au-delà de l'économie, je crois que l'Afrique doit également connaître une transformation psychologique. Pendant trop longtemps, de nombreuses sociétés africaines ont été conditionnées à penser principalement en termes de rareté, de dépendance et de survie. Mais la richesse souveraine commence par un état d'esprit différent: La propriété. La patience. La scalabilité. La planification à long terme. La construction

d'institutions.

L'Afrique doit de plus en plus penser: non seulement à la consommation, mais aussi à la formation du capital; non seulement à l'extraction, mais aussi aux chaînes de valeur; non seulement à la politique, mais aussi aux systèmes économiques capables de survivre aux cycles politiques.

Les nations qui domineront l'avenir seront probablement celles capables d'organiser stratégiquement leur capital sur plusieurs décennies. L'Afrique a encore le temps d'en faire partie.

Conclusion

Lorsque je réfléchis à l'avenir de l'Afrique, je reste prudemment optimiste. Le continent fait face à de réels défis : pression de la dette, déficit d'infrastructures, mauvaise gouvernance, chômage, insécurité et concurrence mondiale.

Pourtant, derrière ces défis se cache un potentiel extraordinaire encore inexploité. Le prochain chapitre de l'Afrique ne sera peut-être pas défini uniquement par ses ressources naturelles. Il pourrait être défini par la manière dont l'Afrique transformera intelligemment ces ressources en richesse souveraine, en industries stratégiques, en institutions résilientes et en prospérité intergénérationnelle.

La véritable question qui se pose aujourd'hui à l'Afrique n'est plus de savoir si la richesse existe. La question est de savoir si l'Afrique peut organiser cette richesse dans des systèmes suffisamment puissants pour façonner son propre avenir. Je crois que oui. Et peut-être que, pour la première fois dans l'histoire moderne, les fondations de cet avenir commencent déjà à émerger.



An aerial, high-angle view of a futuristic African city. The city is built on a coastal plain with a large, arid, sandy area in the background. The foreground and middle ground are lush with greenery, featuring a central park with a waterfall and several wind turbines. The city skyline includes modern skyscrapers and industrial buildings. The surrounding waters are deep blue, with several large ships and smaller boats visible. The sun is low on the horizon, casting a warm, golden glow over the entire scene.

FUTUR DU TRAVAIL

VILLES AFRICAINES, INDUSTRIE ET L'AVENIR DU TRAVAIL

Par Sibusiso Dlamini

Comment les centres urbains africains deviennent les nouvelles usines, laboratoires d'innovation et moteurs de talents du XXI^e siècle



Les villes africaines se transforment rapidement en corridors d'innovation reliant la finance, l'industrie manufacturière, la technologie et le développement urbain.

“Je suis arrivé à Kigali au lever du soleil. Les rues étaient déjà animées. Les motos-taxis circulaient à travers des couloirs de circulation bien organisés. Des grues de construction dominaient les nouveaux quartiers commerciaux.

De jeunes développeurs de logiciels portant leurs ordinateurs portables occupaient les cafés avant même 8 heures du matin. Les livreurs de plateformes logistiques circulaient entre les centres de commerce numérique tandis que des responsables gouvernementaux discutaient de la planification de villes intelligentes dans des centres de conférence modernes.

Il y a dix ans, de nombreuses discussions mondiales sur l'Afrique étaient presque exclusivement axées sur l'extraction – pétrole, minerais, matières premières et aide internationale.

Aujourd'hui, une autre histoire émerge. Partout en Afrique, les villes deviennent des écosystèmes industriels. Lagos devient une puissance numérique et financière. Nairobi évolue vers le centre névralgique technologique de l'Afrique de l'Est. Kigali se positionne comme un pôle de gouvernance intelligente et d'innovation. Le Caire continue d'étendre son industrie manufacturière.

Casablanca renforce sa production automobile. Addis-Abeba a développé des parcs textiles et industriels. Johannesburg demeure un centre financier et d'affaires sophistiqué. Accra renforce

son écosystème de start-up tandis que Le Cap développe une influence technologique mondiale.

L'avenir du travail en Afrique ne concerne plus uniquement les bureaux, les usines ou les emplois gouvernementaux. Il concerne les écosystèmes. Et de plus en plus, les villes africaines sont les lieux où ces écosystèmes se construisent.

L'essor de l'économie urbaine africaine

J'ai passé plusieurs semaines à échanger avec des entrepreneurs, des opérateurs logistiques, des promoteurs immobiliers, des urbanistes, des créatifs et des analystes politiques dans plusieurs marchés africains.

Ce qui est devenu de plus en plus évident était que : l'avenir écono-

mique de l'Afrique sera profondément urbain. D'ici 2050, l'Afrique devrait accueillir près d'un quart de la population mondiale. Une grande partie de cette croissance démographique se produira dans les villes.

Mais contrairement aux modèles d'industrialisation de l'Europe ou de l'Amérique du Nord, la transformation urbaine de l'Afrique se développe simultanément autour de :

L'infrastructure numérique

La finance mobile

Le commerce informel

L'énergie renouvelable

Les pôles manufacturiers

Les économies créatives

Les écosystèmes du commerce électronique

Les plateformes de télétravail

La nouvelle main-d'œuvre africaine

Principales tendances qui redéfinissent l'emploi dans les villes africaines

- Expansion du travail à distance et hybride
- Services numériques assistés par l'IA
- Entrepreneurat porté par les jeunes
- Croissance de l'économie créative
- Commerce alimenté par la fintech
- Écosystèmes de mobilité électrique
- Systèmes logistiques et de mobilité

Dans de nombreuses villes africaines, l'innovation ne remplace pas l'informalité : elle la numérise. Un commerçant à Aba peut désormais s'approvisionner sur une seule plateforme, recevoir des paiements numériques, coordonner la logistique inter-États avec des applica-

tions mobiles et commercialiser ses produits dans le monde entier via les réseaux sociaux.

Un ingénieur logiciel à Nairobi peut travailler à distance pour des entreprises basées à Londres, Dubaï ou Toronto tout en restant physiquement en Afrique de l'Est. Un designer à Accra peut vendre des produits à l'international sans posséder de vitrine physique. Les villes africaines deviennent des plateformes.

Freelance numérique transfrontalier

Logistique et entreposage intelligents

Emplois dans les énergies renouvelables

Renaissance de l'industrie locale

Infrastructure publique numérique

Numérisation du secteur informel urbain

Lagos: le géant commercial qui se réinvente

Peu de villes au monde possèdent l'énergie de Lagos. Elle est bruyante, intense, ambitieuse et commercialement agressive. Mais derrière la circulation et la densité se cache l'une des transformations économiques les plus puissantes d'Afrique. La capitale commerciale du Nigeria devient de plus en plus un point de convergence pour:

- La fintech
- Les services bancaires
- Le divertissement
- La publicité
- Le commerce électronique
- L'immobilier
- Les services cloud
- Les plateformes de mobilité
- Les médias numériques
- Le financement des start-up

Des entreprises telles que Flutterwave, Paystack, Interswitch et Moniepoint

ont contribué à positionner le Nigeria comme une puissance de la fintech.

Parallèlement, de grandes entreprises de télécommunications, notamment MTN Nigeria et Airtel Africa, continuent d'investir massivement dans les infrastructures numériques. L'écosystème du futur du travail de la ville est également façonné par des espaces de coworking, des studios créatifs, des réseaux de podcasting, des entreprises de médias indépendants et des agences de services à distance.

À Yaba — souvent appelée la « Silicon Lagoon » du Nigeria — les start-up technologiques coexistent avec les universités, les investisseurs en capital-risque et les talents du développement logiciel.

Pourtant, Lagos révèle également le plus grand défi urbain de l'Afrique. La croissance se produit plus rapidement que les infrastructures. Les embouteillages, les pénuries de logements, l'instabilité énergétique et l'absence de planification urbaine demeurent des obstacles importants.

Malgré cela, Lagos continue d'attirer les talents parce que l'opportunité elle-même est devenue la plus grande infrastructure de la ville.

Mini dossier : Silicon Lagoon Le boom des start-up nigérianes

L'écosystème technologique du Nigeria a produit certaines des plus grandes entreprises africaines soutenues par le capital-risque.

Entreprises notables:

- Flutterwave
- Paystack
- Moniepoint
- Andela

- Interswitch
- Jumia Nigeria
- Opay

Secteurs clés:

- Fintech
- Logistique
- Commerce électronique
- Services cloud
- Médias numériques
- Économie des créateurs

Pourquoi cela est important:

La population jeune du Nigeria et son économie axée sur le mobile accélèrent la demande de services financiers numériques et de commerce en ligne. L'avenir de la main-d'œuvre africaine est de plus en plus numérique, mobile et connectée à la scalabilité mondiale.

Kigali : l'expérience de la ville intelligente

Kigali offre une expérience différente. Des rues propres. Une planification organisée. Une gouvernance numérique solide. Le Rwanda a délibérément positionné Kigali comme un modèle de ville intelligente africaine.

Les services gouvernementaux sont de plus en plus numérisés. Des réseaux logistiques par drones ont été déployés pour les systèmes de livraison médicale. Les pôles d'innovation attirent des start-up dans les domaines des technologies de la santé, de l'agritech, de la fintech et des services de données.

L'initiative du Kigali International Financial Centre fait également partie de la stratégie plus large du Rwanda visant à se positionner comme une porte d'entrée continentale pour les affaires et l'investissement.

Ce qui rend Kigali particulièrement importante n'est pas seulement son ambition technologique.

C'est son efficacité en matière de gouvernance. De nombreux investisseurs considèrent de plus en plus la compétitivité africaine à travers le prisme de la rapidité d'exécution. Kigali est devenue le symbole de l'efficacité administrative urbaine africaine.

Malgré cela, la taille du marché rwandais reste relativement modeste comparée à des géants comme le Nigeria, l'Égypte ou l'Afrique du Sud. Sa force réside dans sa capacité à devenir un centre régional de coordination et d'innovation.

“Les villes africaines évoluent à travers des systèmes hybrides. Les infrastructures formelles coexistent avec des économies informelles très adaptatives. Les villes qui réussiront ne seront pas nécessairement les plus grandes. Ce seront celles qui intégreront avec succès la mobilité, l'énergie, la finance et la gouvernance numérique.”

Nairobi : la porte d'entrée numérique de l'Afrique de l'Est

Nairobi est devenue l'un des centres technologiques les plus influents d'Afrique. La culture d'innovation de la ville a été accélérée par l'essor de la monnaie mobile à travers M-Pesa, largement considérée comme l'une des innovations fintech les plus réussies au monde. Aujourd'hui, la capitale kenyane accueille:

Des accélérateurs technologiques
Des laboratoires internationaux de développement
Des start-up d'IA
Des entreprises de technologie climatique

Des plateformes agricoles numériques
Des entreprises de technologies logistiques

Les sièges régionaux de multinationales

L'écosystème des start-up de Nairobi bénéficie d'une combinaison de:

Forte adoption du paiement mobile
Accessibilité aux affaires en langue anglaise

Connectivité régionale

Main-d'œuvre qualifiée

Croissance de l'intérêt du capital-risque

La stratégie kenyane du futur du travail est également de plus en plus liée à l'externalisation des processus métiers, aux services de travail à distance et aux industries de support client alimentées par l'IA. Alors que les entreprises mondiales recherchent des marchés de main-d'œuvre numérique moins coûteux mais hautement compétents, des villes africaines comme Nairobi deviennent des alternatives attractives.

Les industries africaines à la croissance la plus rapide

Industries dont l'expansion devrait être la plus importante au cours de la prochaine décennie

- Technologie financière
- Énergie renouvelable
- Médias numériques et streaming

“L'avenir urbain de l'Afrique ne ressemblera ni à l'Europe ni à la Chine.”

- Commerce électronique et logistique
- Services d'intelligence artificielle
- Centres de données et infrastructures cloud
- Agriculture intelligente
- Technologies de la santé
- Technologies immobilières (PropTech)
- Économie créative et gaming
- La robotique
- La production assistée par l'IA
- La fabrication distribuée à petite échelle
- Les chaînes d'approvisionnement numériques
- L'intégration des énergies renouvelables
- Les pôles de production localisés

L'industrie manufacturière revient dans le débat

Pendant des années, de nombreux économistes ont soutenu que l'Afrique avait raté le train de l'industrialisation. Pourtant, l'industrie manufacturière revient discrètement dans les discussions.

Le Maroc est devenu un important centre de fabrication automobile avec des entreprises connectées aux chaînes d'approvisionnement européennes. L'Égypte continue d'étendre sa capacité industrielle dans les matériaux de construction, le textile, les produits chimiques et l'ingénierie. L'Éthiopie a fortement investi dans des parcs industriels conçus pour attirer l'industrie textile et la fabrication orientée vers l'exportation. L'Afrique du Sud conserve des capacités industrielles avancées dans la production automobile, les technologies minières, les services financiers et l'industrie lourde.

Parallèlement, des mouvements de fabrication locale émergent à travers l'Afrique de l'Ouest alors que les gouvernements cherchent à réduire leur dépendance aux importations.

“L'avenir urbain de l'Afrique ne ressemblera ni à l'Europe ni à la Chine.” L'usine africaine du futur pourrait ne pas ressembler au modèle industriel traditionnel. Elle pourrait combiner ::

Cela pourrait permettre aux villes africaines de s'industrialiser différemment des anciennes puissances industrielles mondiales.

Les plateformes de mobilité numérisent les transports. Les entreprises de technologies de la construction explorent des solutions de logement abordable.

Les entreprises de télécommunications étendent leurs infrastructures de fibre optique. Les investissements dans les centres de données s'accroissent au Nigeria, au Kenya et en Afrique du Sud. L'infrastructure elle-même est devenue l'une des plus grandes industries d'avenir de l'Afrique.

L'avenir du travail sera hybride

La prochaine génération de travailleurs africains opérera probablement à travers plusieurs sources de revenus. Un jeune professionnel pourrait simultanément:

- Travailler à distance pour une entreprise internationale
- Gérer une activité en ligne
- Négocier des actifs numériques
- Gérer une plateforme de médias sociaux
- Offrir des services de conseil en freelance
- Participer au commerce électronique
- Développer une marque personnelle

Cette flexibilité économique devient

de plus en plus courante. Mais elle introduit également de nouvelles pressions. La sécurité de l'emploi évolue. Les structures d'emploi traditionnelles s'affaiblissent. L'automatisation et l'IA perturberont les tâches répétitives. Les villes qui réussiront seront celles qui:

Développeront la formation aux compétences

Amélioreront les infrastructures numériques

Soutiendront l'entrepreneuriat

Encourageront la croissance industrielle

Réduiront l'instabilité énergétique

Amélioreront les systèmes de mobilité

Le travailleur africain de demain devra plus que tout autre faire montre d'adaptabilité.

Réflexion finale

Au fil de mes voyages à travers les villes africaines, une pensée est demeurée constante. L'Afrique n'attend plus l'avenir. Elle est en train de le construire. Pas parfaitement. Pas uniformément. Non sans risques. Mais indéniablement. Les grues qui dominent les horizons urbains de Lagos à Kigali, de Nairobi à Casablanca, d'Accra à Johannesburg ne sont pas simplement des symboles de construction. Elles sont le symbole d'une transition.



Un projet d'infrastructure intégrées

Le Projet Épine Dorsale® est un vaste projet de développement d'infrastructures au Bénin, conçu par le promoteur, le Groupe Petrolin afin de garantir le développement économique des pays limitrophes.

Le Projet Épine Dorsale® englobe de nombreux composantes, notamment le réseau ferroviaire (gagné à l'issue d'un appel d'offres international), les ports secs, le port en eau profonde, l'aéroport ainsi que d'autres infrastructures annexes et connexes.



RAILWAY

Le projet ferroviaire prévoit la réhabilitation du tronçon existant entre Cotonou et Parakou au Bénin, ainsi que la construction d'une ligne internationale à écartement standard reliant Parakou à Niamey via Dosso au Niger, afin d'assurer le transport de marchandises et de passagers vers les pays voisins et les régions enclavées.



DRY PORT

Le port sec de Parakou est une plateforme multimodale située à 430 km du port en eau profonde de Cotonou et à proximité du réseau ferroviaire. Il confère au Projet Épine Dorsale® une position stratégique pour les importations et les exportations vers les pays de l'arrière-pays - le Burkina Faso, le Mali et le Niger - ainsi que vers les régions enclavées du Nigeria et du Togo.



DEAPWATER PORT

Le port en eau profonde de Sèmè-Podji est un port pétrolier, minéralier et commercial qui sera construit sur un terrain d'une superficie de 1'006 hectares déclaré d'utilité publique. Ses principales activités porteront sur la manutention de marchandises : trafic de conteneurs, importation et exportation de marchandises en vrac et de marchandises diverses, etc.



INTL. AIRPORT

Le nouvel aéroport au Bénin deviendra une plate-forme internationale et un hub panafricain. Idéalement situé près de la frontière sud entre le Bénin et le Nigeria, ce nouvel aéroport a pour objectif de desservir les marchés du transport de passagers et de fret du sud du Nigeria et du Bénin.

LIVRES, RAPPORTS ET IDÉES À SUIVRE EN AFRIQUE (2026-2027)

La prochaine décennie de l'Afrique sera autant marquée par les idées que par les infrastructures, l'énergie et le commerce. De Lagos à Nairobi, de Kigali au Cap, une nouvelle vague d'ouvrages et de rapports redéfinit la façon dont le continent envisage la croissance, l'industrialisation et la compétitivité mondiale.



LECTURES INFLUENTES À SUIVRE

- Des milliards en jeu : l'avenir de l'énergie africaine et la conclusion d'accords par NJ Ayuk

Explore les accords pétroliers, gaziers et énergétiques stratégiques qui façonnent l'avenir industriel de l'Afrique et la participation des pays africains aux marchés mondiaux.

- Le commerce au-delà des frontières

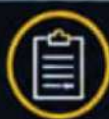
Analyses de la ZLECA, de l'industrie manufacturière, de la logistique et des chaînes de valeur intra-africaines qui sont les moteurs de la transformation industrielle.

- L'essor de l'Afrique numérique

Analyse approfondie des écosystèmes de start-ups, de la fintech, des infrastructures numériques et de l'entrepreneuriat des jeunes à travers le continent.

- Les transitions énergétiques et l'avenir du secteur énergétique africain

Sous la direction de Victoria R. Nalule
Une ressource incontournable sur la recherche d'un équilibre entre l'accès à l'énergie, les combustibles fossiles et les impératifs de la transition climatique.



RAPPORTS CLÉS QUI FAÇONNERONT 2026-2027



Perspectives économiques 2026 du Groupe de la Banque africaine de développement

Projections concernant la croissance, les infrastructures, la viabilité de la dette et la productivité industrielle.



Le point sur le commerce et l'industrialisation de l'Afreximbank

Perspectives sur la diversification des exportations, les écosystèmes manufacturiers et les chaînes d'approvisionnement africaines.



Rapport « Africa Pulse » de la Banque mondiale

Suivi des tendances macroéconomiques, de l'inflation, de l'urbanisation et des priorités de développement à travers le continent.



IDÉES ÉMERGENTES À SUIVRE



Industrialisation verte

Énergies renouvelables, gaz et traitement des minerais au service de la compétitivité industrielle.



Infrastructures de paiement panafricaines

Des systèmes transfrontaliers pour stimuler le commerce et renforcer la souveraineté financière.



Fonds souverains et pools de capitaux à long terme

Mobilisation de capitaux africains pour les infrastructures, l'énergie et l'industrie.



Exportations de l'économie créative

Développer le cinéma, la musique, la mode, l'édition et les contenus numériques en tant que secteurs d'exportation mondiaux.



Agriculture intelligente face au climat et systèmes de sécurité alimentaire

Technologie, logistique et transformation agricole pour renforcer la résilience alimentaire.



La bataille pour l'avenir de l'Afrique sera remportée tant par la force de ses idées que par le déploiement de capitaux.

AFRICAN BUSINESS ROUNDTABLE

TABLE RONDE DES HOMMES D'AFFAIRES D'AFRIQUE



CONTACT US



Email: Info@abrnetwork.org



Tel: +234 816 2320 139
+27 11 074 8484



www.abrnetwork.org

**Promoting investments
and private sector
development in Africa**

**Promouvoir les
investissements et le
développement du
secteur privé en Afrique**



www.abrnetwork.org





NOS ACTIVITÉS

- Énergie, Pétrole et gaz
- Infrastructures
- Aviation d'affaires
- Immobilier, hôtellerie et télécom
- Médias
- ONG

PARTENARIAT INTERNATIONAL POUR L'AFRIQUE

PETROLIN, groupe panafricain, catalyseur de plusieurs projets en Afrique avec une solide connexion internationale et des partenaires locaux de premier plan.

+
30
YEARS
Solidarité,
Discipline,
Affection

WWW.PETROLINGROUP.COM